

**UNIVERSITE PANTHEON-ASSAS-PARIS II**

**Droit-Economie-Sciences sociales**

Année universitaire 2006-07

**Master recherche Relations internationales**

**Option Sécurité et défense**

# **L’AFFIRMATION D’UNE STRATEGIE DE PUISSANCE: LA POLITIQUE AFRICAINNE DE LA CHINE**

Mémoire préparé sous la direction

du Maître de conférences Nicolas HAUPAIS

présenté et soutenu publiquement

pour l’obtention du Master recherche Relations internationales

par

**Mbaye CISSE**



**L’AFFIRMATION D’UNE STRATEGIE  
DE PUISSANCE:LA POLITIQUE  
AFRICAINNE DE LA CHINE**

## REMERCIEMENTS

Je dédie ce travail : à ma famille, à tous mes camarades africains et chinois de la 14eme promotion du Collège Interarmées de Défense(CID), aux étudiants de l'option Sécurité et défense du Master recherche Relations internationales 2006-2007.

C'est l'occasion pour moi de rendre hommage à :

- Monsieur le Professeur Olivier GOHIN responsable de l'option Sécurité et défense
- Monsieur le Professeur Bernard LUGAN, directeur du séminaire géopolitique Afrique au CID
- Monsieur le Maître de conférences Nicolas HAUPAIS, mon directeur de recherche

**Important :** L'Université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans le mémoire ; ces opinions doivent être considérés comme propres à leurs auteurs.

## **Table des abréviations**

ACP: Afrique Caraïbes Pacifique

AGOA: African Growth Opportunity Act

APE : Accords de Partenariats Economiques

BM : Banque Mondiale

BTP : Bâtiments et Travaux Publics

CNPC: China National Petroleum Corporation

CNOOC: China National Offshore Oil Corporation

CRI: China Radio International

CPCP: China Petroleum & Chemical Corporation

COMESA: Common Market for Eastern and Southern Africa

CSCEC: State Construction and Engineering Corporation

FCSA : Forum de Coopération Sino-Africain

FMI : Fonds Monétaire International

FRELIMO : Front de Libération du Mozambique

MONUC : Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo

MINUL : Mission des Nations Unies au Liberia

MPLA : Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola

NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

NORINCO: North Industry Corporation

RPC : République Populaire de Chine

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

UA: Union Africaine UE: Union Européenne

UNACOIS: Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal

SPLA : Armée de Libération des Peuples du Sud Soudan

ZANU: Zimbabwe African National Unity

# **SOMMAIRE**

## ***INTRODUCTION GENERALE***

### ***PREMIERE PARTIE : FONDEMENTS ET MANIFESTATIONS DE LA POLITIQUE AFRICAINNE DE LA CHINE***

*Chapitre I : Les principes fondateurs*

*Chapitre II : Les manifestations de la politique africaine de la Chine*

### ***DEUXIEME PARTIE: PERSPECTIVES SINO-AFRICAINES***

*Chapitre I : Les impacts politico-économiques*

*Chapitre II : Quel avenir pour la paix et la sécurité en Afrique ?*

## ***CONCLUSION***

## ***ANNEXES***

## ***BIBLIOGRAPHIE***



## INTRODUCTION GENERALE

En 1979, Deng Xiaoping, architecte de la réforme et de l'ouverture de la République Populaire de Chine (RPC), fixait deux objectifs majeurs à la diplomatie chinoise : la paix et le développement. Les résultats pour le second terme du mandat n'ont pas tardé. En vingt cinq ans, la Chine a multiplié son produit intérieur brut par 9,4. Ce dernier culmine à 1400 dollars par habitant en 2004 contre 50 dollars en 1949. C'est dire que les prédictions sur le réveil chinois semblent arriver à terme et que l'Empire du Milieu est en voie de retrouver sa place dans le concert des nations. Après avoir tiré les leçons d'un passé marqué par la politisation excessive de sa diplomatie, la Chine semble opter pour une posture pragmatique résolument tournée vers l'ouverture et le rayonnement à tous points de vue.

Portée par une croissance économique très forte, la RPC entend assurer sa modernisation par une ouverture plus grande en direction des autres acteurs du système international. Comme l'indique le *Livre blanc* du gouvernement chinois publié le 22 décembre 2005, « *emprunter la voie du développement pacifique, c'est lier le développement intérieur à l'ouverture sur le monde extérieur, en arrimant le développement de la Chine à celui des autres parties du monde.* » [C'est nous qui traduisons]

C'est à partir de cette vision stratégique que Pékin s'annonce sous ses nouveaux habits en Afrique. Ce retour en force au plan diplomatique et économique, après le raz de marée taïwanais des années 1990, n'a pas manqué d'attirer l'attention des analystes des relations sino-africaines, qui y décryptent déjà les signes annonciateurs d'un bouleversement majeur du devenir du continent. Pour faire face aux besoins inhérents à sa croissance, Pékin aurait intentionnellement profilé son outil diplomatique à la dimension des opportunités offertes par la fin de la guerre froide parmi lesquelles l'ouverture des marchés consécutive à la globalisation des échanges<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour profiter pleinement de la mondialisation, la Chine a déployé des efforts titanesques pour adhérer à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2001. Pékin rappelle sans cesse la nécessité de respecter les règles par tous les acteurs. Par ailleurs la décision de la Chine de fusionner le ministère de la coopération et celui du commerce extérieur est édifiante sur la volonté des autorités chinoises de faire de la coopération extérieure et commerciale une priorité d'ordre stratégique. Voir, à ce propos, Jean Christophe Servant : « La Chine à l'assaut du marché africain », *Le Monde diplomatique*, mai 2005.

A ce propos, note Angel Ubide, «*la conquête de l'Afrique est un projet de politique extérieure marqué par l'usage du pouvoir économique au lieu de la puissance militaire, ainsi que l'offre de concessions politiques pour exercer une influence à l'extérieur*<sup>2</sup>.»

En effet, la fin de la bipolarité Est-Ouest a coïncidé avec l'émergence pacifique<sup>3</sup> d'une Chine comme pôle de puissance incontournable dans la reconfiguration de la géopolitique mondiale. Une nouvelle ère que la Chine inaugure sous le signe du « développement harmonieux », ouvert à tous les peuples du monde, en particulier à ceux du Sud, selon la terminologie tiers-mondiste des années 1960.

Sous des dehors pacifiques, en opposition aux modèles colonialistes, arborant son manteau de « grand frère » des pays du Sud et en chantre du développement partagé, la Chine a fait de l'Afrique un acteur privilégié dans la construction d'un nouvel ordre mondial dans lequel la relation sino-africaine serait synonyme de progrès mutuel. Ainsi, «*la Chine veille à établir et à développer un nouveau type de partenariat stratégique avec l'Afrique, caractérisé par l'égalité et la confiance réciproque sur le plan politique, la coopération conduite dans l'esprit gagnant-gagnant sur le plan économique et le renforcement des échanges sur le plan culturel*<sup>4</sup>.»

Naturellement cette déclaration de bonnes intentions suscite des interrogations dans plusieurs milieux africains. Si certains cercles affichent déjà leur optimisme en présentant la nouvelle politique africaine chinoise comme la dernière chance du continent de sortir de son sous-développement chronique, d'autres ne manquent pas de voir derrière l'offensive de Pékin l'expression d'une nouvelle aventure coloniale dont l'Afrique sortira probablement meurtrie.

Ce travail n'a pas l'ambition de passer en revue cette perception binaire. En revanche, il cherche à mettre à l'épreuve et à procéder à la validation de l'hypothèse de travail suivante : la « nouvelle lune de miel » annoncée par Pékin s'inscrit dans une perspective dynamique de renouveau de la politique africaine de la Chine, qui a toujours fait du continent un maillon clé de son rayonnement diplomatique. Contrairement au militantisme des années 70, le nouvel engagement de Pékin est volontairement axé sur le développement économique

---

<sup>2</sup> Angel Ubide, « la Chine à la conquête de l'Afrique », *telos-eu.com*, décembre 2006

<sup>3</sup> Concept lancé par Zheng Bijian en octobre 2003, Président du Forum de réforme de la Chine et ancien vice président de l'Ecole Centrale du Parti communiste chinois (PCC)

<sup>4</sup> Livre blanc du gouvernement chinois, « La voie de développement pacifique de la Chine » décembre 2005, 32p.



du géant chinois dont tous les instruments de puissance sont aujourd'hui tendus vers un seul but : faire de la Chine un Etat fort, en s'affirmant sur le continent africain, désormais élevé en espace d'expansion stratégique.

Cette exigence conditionnée, en grande partie, par la recherche d'une sécurité énergétique, place d'emblée l'Afrique et ses matières premières au cœur des préoccupations chinoises. Aussi, l'assaut de la RPC augure-t-il de profonds bouleversements qui ne manqueront pas de reconfigurer un environnement africain déjà fortement marqué par son passé colonial, et dont les élites politiques restent encore partagées entre le conformisme et la recherche de nouvelles réponses au sous-développement. C'est à cette période charnière de son devenir que l'Afrique signe un nouveau bail avec la Chine à travers un partenariat stratégique qu'il s'agira de décrypter dans toutes ses facettes.

Dans une première partie, il sera d'abord utile d'examiner les différents principes fondateurs de la politique chinoise en Afrique. Cette dernière se caractérise par la valorisation d'un modèle de coopération, à l'opposé du modèle colonial occidental qui a jusque-là structuré les relations de l'Afrique avec le reste du monde. En effet, même si rien ne prédispose la Chine à entretenir des relations privilégiées avec le continent africain, en raison de l'éloignement géographique et de l'absence de déterminants culturels communs, la revalorisation de la politique africaine de la Chine s'inscrit dans une tradition fondée par une triple légitimité sur laquelle veille jalousement Pékin. Au premier pilier constitué par la légitimité historique, née de l'implication de la Chine dans les luttes de décolonisation de plusieurs pays africains, s'ajoutent, en prolongement, les deux autres représentés par l'héritage idéologique tiers-mondiste de la guerre froide et surtout la promotion des principes de non-ingérence et de neutralité comme socle du partenariat avec l'Afrique.

Il sera ensuite question, à partir de ces trois piliers fondateurs, portes d'entrée de la RPC sur le continent, de passer en revue les formes d'expression de la puissance chinoise à travers un spectre varié. Elle s'exprime avant tout sur le plan politique par la mise en place des cadres institutionnels sino-africains par lesquels la Chine se donne les moyens de structurer son intervention. Cette étape constitue le tremplin idéal pour dérouler une diplomatie économique que d'aucuns placent au cœur du regain de la présence chinoise en Afrique en raison, sans doute, de sa forte «teneur pétrolière». Pour densifier sa présence, et préserver le caractère global de sa stratégie, la coopération militaire et culturelle font

également l'objet d'une attention particulière et constituent d'autres champs d'affirmation non négligeables du retour de Pékin sur le continent.

Enfin, dans la deuxième partie, il s'agira de mesurer l'impact multiforme de la stratégie chinoise sur les grands enjeux politico-économiques qui interpellent l'Afrique. Dans ce domaine, le fleuve chinois au long cours charrie de multiples interrogations. Au plan politique, les principes mis en avant par Pékin tournent le dos au modèle libéral proposé par les anciennes puissances coloniales et ouvrent la voie à une relecture de la démocratisation des Etats africains. Dans le domaine économique, la démarche de Pékin est en voie de modifier profondément les schémas de développement socio-économique au moment où des stratégies collectives comme le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) émergent. A ce titre, elle soulève avec acuité la question des opportunités offertes, mais aussi des risques encourus par les économies africaines. *Last but not least*, la mise en œuvre de la politique africaine de la Chine préfigure des mutations importantes dans l'architecture sécuritaire du continent et pourrait, à terme, affecter le domaine de la paix et de la stabilité du fait de la rivalité entre puissances qu'elle ne manquera pas de relancer.

**TITRE I : FONDEMENTS ET MANIFESTATIONS DE  
LA POLITIQUE AFRICAINE DE LA CHINE**

Au commencement était l'histoire! Tel semble être le credo de la Chine pour célébrer son retour sur le continent africain. Pour une puissance émergente sans passé colonial en Afrique<sup>5</sup>, il s'agit de sceller les retrouvailles autour de principes fondateurs qui tirent leur légitimité de l'histoire commune partagée. Comme le rappelle volontiers le Président chinois Hu Jintao, «*l'amitié sino-africain plonge ses racines dans la profondeur des âges et ne cesse de s'approfondir au fil des ans*<sup>6</sup>.» Cette légitimité historique constitue le tremplin idéal pour asseoir la légitimité idéologique fruit de la présence indéfectible de la Chine à coté de l'Afrique, comme porte drapeau du non-alignement, pendant les luttes d'influence de la guerre froide. A ce propos note Valérie Niquet : «*loin d'abandonner les thématiques anciennes, Pékin s'appuie aussi sur un discours tiers-mondiste Sud-Sud fondé sur un passé, constamment rappelé, de lutte commune contre tous les impérialismes*<sup>7</sup>.» Ce combat mené au coude à coude place la Chine et l'Afrique sur un même pied d'égalité et justifie un respect mutuel dont l'expression achevée demeure la non-ingérence et la neutralité, troisième principe fondateur de la diplomatie chinoise en Afrique.

Les chemins du *come back* bien pavés, la politique africaine peut désormais se décliner dans plusieurs domaines. Fidèle à sa tradition des « petits pas », la diplomatie chinoise s'est donnée les moyens d'atteindre ses objectifs en instituant, avant tout, des structures politiques sino-africaines, instances d'expression et de rationalisation de son offensive. Cette étape franchie, elle peut valablement mettre en œuvre sa diplomatie économique et commerciale centrée sur les ressources pétrolières, objectif majeur de son retour en Afrique. Enfin pour compléter le dispositif, la présence économique balise la voie aux autres formes de coopération, visant à renforcer l'empreinte chinoise sur le continent.

---

<sup>5</sup> La Chine se plaît à rappeler les expéditions sur la côte orientale africaine de la dynastie des Ming qui se sont limitées à des échanges avec l'Afrique, sans aucune volonté de domination. Voir à ce propos, Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Editions Payot & Rivages, 2004 pp 39-44.

<sup>6</sup> Discours du Président Hu Jintao à la cérémonie d'ouverture du Forum de Coopération sino-africain, 4 novembre 2006.

<sup>7</sup> Valérie Niquet, « la stratégie africaine de la Chine », *Politique Etrangère*, février 2006, p.361

# CHAPITRE I : LES FONDEMENTS DE LA POLITIQUE AFRICAINE DE LA CHINE

Malgré l'impression de nouveauté qui semble caractériser l'envol de la diplomatie chinoise en Afrique, force est de reconnaître qu'elle s'inscrit dans la continuité d'une politique africaine de la Chine, qui prend forme à partir de la conjugaison de plusieurs événements survenus dans le monde, dans la seconde moitié du XXe siècle. La proclamation de la RPC en 1949 et la montée des revendications nationalistes en faveur de la décolonisation ont provoqué une communauté d'intérêts et de destin entre la Chine et le continent africain. Cette dernière a constitué un capital précieux que Pékin n'a pas tardé à fructifier dans ses nouvelles relations avec l'Afrique. Cette recherche de légitimité enracinée dans l'histoire vécue en commun est encadrée par un troisième principe, incarné par le culte de la non-ingérence dans les affaires intérieures.

## Section 1 : La légitimité historique comme principe fondateur

Le contact de l'Afrique et de l'Asie remonte à trois millénaires. C'est en effet au Xe siècle av J-C que la Chine développe ses premiers échanges commerciaux avec l'Egypte<sup>8</sup>. Il faudra attendre la dynastie des Ming (1368-1644) pour assister à de véritables périples maritimes du navigateur Zheng He sur la côte orientale africaine. Cependant cette politique d'ouverture au monde sera stoppée pour plusieurs raisons<sup>9</sup>. La proclamation de la RPC et la fin de la longue nuit coloniale africaine seront le prétexte pour rétablir le contact avec l'Afrique à travers d'abord les tentatives d'émancipation et d'affirmation portées par la conférence de Bandung, puis par le biais des luttes de libération dans plusieurs pays du continent.

### §1. La conférence de Bandung : les retrouvailles sino-africaines

La conférence de Bandung en Indonésie, du 18 au 24 Avril 1955, marque la première tribune offerte à la Chine pour rétablir ses relations avec l'Afrique. D'une part, Bandung constituait la voie rêvée par Pékin pour apporter son soutien aux pays en lutte contre la domination coloniale, et de l'autre, elle permettait d'asseoir sa diplomatie naissante soucieuse de rompre les amarres avec la tutelle soviétique.

---

<sup>8</sup> Voir « Sino-African Cooperation to Rise to New High », *Quotidien du Peuple*, Pékin, 10 mars 2000

<sup>9</sup> Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances* op. cit. pp. 39-44

Comme le souligne Adama Gaye:« *le terrain était d'autant plus favorable à la Chine qu'elle disposait, à l'aube des indépendances africaines d'un atout supplémentaire. Tout la rapprochait en effet des pays africains qui venaient de briser les chaînes du colonialisme en se vengeant, comme elle, de longues années de domination extérieure*<sup>10</sup>.» Convoquée à l'initiative de cinq pays asiatiques (Birmanie, Ceylan, Indonésie, Inde et Pakistan) la conférence a accueilli six pays africains dont deux grands de l'époque, l'Égypte et l'Éthiopie. C'est à partir de cette tribune que le Premier ministre indien, Jawaharlal Nehru, a lancé sa fameuse main tendue à l'Afrique, au nom du continent asiatique, en ces termes : « *il appartient à l'Asie d'aider l'Afrique au mieux de ses possibilités, car nous sommes des continents frères.*<sup>11</sup>»

## **§2. La décolonisation, ferment de la solidarité militante**

Pour une Chine dont l'invitation n'avait pas été envisagée lors de la conférence préparatoire de Bogor de 1954, l'occasion était toute trouvée pour rétablir son empreinte sur le sol africain. Après avoir témoigné de sa solidarité à l'Égypte nassérienne au cours de son bras de fer avec la coalition franco-britannique consécutif à la nationalisation du canal de Suez en 1956, la Chine a profité de toutes les tribunes internationales pour appeler à la décolonisation de l'Afrique, notamment au cours de la Conférence de Belgrade de septembre 1961. Il est revenu au Premier ministre, Chou En-Lai, figure emblématique de la révolution chinoise, surnommé « l'Africain » par certains milieux, de baliser les nouvelles voies de coopération sino-africaines.

En 1963-1964, il entreprend une tournée de trois mois durant lesquels une dizaine de pays africains sont visités. Son périple s'est terminé par la signature de nombreux accords et surtout par la perspective pour Pékin d'enrôler le maximum de pays africains dans son giron pour engager la bataille idéologique autour du concept de la « théorie des trois mondes ». En effet dès le début des années 1970 Mao Zedong cheville la politique étrangère chinoise autour de la division du monde en trois blocs distincts. Les États-Unis et l'URSS forment le « premier monde » et se présentent comme les deux superpuissances impérialistes.

Les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine constituent le « tiers monde », ils sont à la fois les victimes de l'oppression et de l'exploitation, et les moteurs

---

<sup>10</sup> Adama GAYE, *Chine-Afrique le dragon et l'autruche : Essai d'analyse de l'évolution contrastée des relations sino-africaines : saint ou impie alliance du XXIe siècle*, Harmattan, 2006 p.52

<sup>11</sup> Ibid., p 61

essentiels de la lutte contre l'hégémonisme néocolonial. Enfin les pays développés de l'Europe occidentale ainsi que le Japon, le Canada et l'Australie sont rangés sous le «deuxième monde». Mao établit une relation de lutte et de solidarité entre le deuxième monde et le tiers-monde dans le cadre de la lutte contre les deux grands.

## **Section 2 : L'héritage idéologique de la guerre froide**

La lutte anticolonialiste n'est pas le seul ferment des retrouvailles sino-africaines. En plus du passé colonial commun aux deux partenaires, Pékin ne rate aucune occasion de mettre en valeur l'appartenance à la même sphère idéologique. En effet, l'élan tiers-mondiste de la Chine remonte aux années 1960, point de départ de la lutte d'influence qui se déroule entre Moscou et Pékin. Avec la déclaration de Khrouchtchev de faire de la coexistence pacifique le socle de la politique étrangère de l'URSS, la Chine de Mao crie au révisionnisme et dénonce la volonté de son allié russe de reléguer au second plan la décolonisation des peuples du tiers monde et la solidarité internationale révolutionnaire.

### **§1. La rivalité sino-soviétique**

Cette lutte d'influence allait connaître une forte expression dans le mouvement des non-alignés. Au plan diplomatique, la Chine remporte sa première victoire en retrouvant son siège au Conseil de sécurité, en 1971, grâce aux voix africaines.

Dans le domaine économique elle marque sa solidarité en se signalant par des réalisations majeures : 722,5 millions de dollars de prêts sont accordés dont 400 millions pour le projet de chemin de fer de Tanzam reliant la Tanzanie à la Zambie. De 1972 à 1973, une assistance économique axée sur les domaines agricole et médical est mise en œuvre au Congo, en Egypte, en Somalie, au Soudan, et en Zambie. Comme le souligne Jean Christophe Servant « *la présence chinoise en Afrique se résumait au technicien venu assister le pays frère fraîchement affranchi de sa tutelle coloniale et contribuer ainsi à son essor. Quinze mille médecins et plus de dix mille ingénieurs agronomes furent alors envoyés vers ce tiers-monde transformé en base arrière de la guerre froide.*<sup>12</sup>»

### **§2. L'appui aux mouvements de libération**

---

<sup>12</sup> Jean-Christophe Servant, « La Chine à l'assaut du marché africain », *Le Monde diplomatique*, mai 2005.

L'aide aux mouvements de libération n'est pas en reste, notamment en Angola avec le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) au Mozambique avec le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) ou au Zimbabwe avec la Zimbabwe African National Unity (ZANU)<sup>13</sup>. Malgré un relatif isolement sur la scène internationale et africaine imputable en partie au triomphe de la «détente internationale» prônée par Moscou, Pékin gardera une empreinte réelle sur le continent africain notamment auprès des derniers mouvements de libération, principalement de l'African National Congress(ANC) en lutte contre le régime de l'apartheid jusqu'en 1994.

Ce rôle majeur joué par Pékin a contribué à asseoir l'idée d'une troisième voie résolument anticolonialiste et militante. L'héritage idéologique de la guerre froide se trouve ainsi récupéré dans l'optique de fonder une nouvelle légitimité garante de rapports bénéfiques entre le « plus grand pays en voie de développement (la Chine) et le plus vaste continent en développement (l'Afrique)». Toutes les déclarations officielles des autorités chinoises sur le partenariat sino-africain recèlent un fort relent d'histoire commune.

### **Section 3 : La neutralité et la non-ingérence**

Pour compléter son dispositif et mieux rassurer ses partenaires, la Chine entend fonder ses relations sur la non-ingérence et la neutralité. Cette disposition du partenariat stratégique sino-africain s'inscrit dans la panoplie des actes de rupture avec le modèle de développement et de coopération promu par les anciennes puissances coloniales. Elle constitue une perpétuation de la logique de bloc qui veut que la Chine et l'Afrique, même après la fin de la guerre froide, s'identifient au même camp.

#### **§1. Le recyclage des principes diplomatiques**

---

<sup>13</sup> Voir annexe I p60.



La pierre angulaire de la nouvelle diplomatie chinoise en Afrique apparait comme un recyclage des cinq principes régissant la politique étrangère chinoise énoncée pour la première fois en 1953 par Chou En-Laï et qui sont :

1. respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale;
2. non-agression mutuelle;
3. non-ingérence dans les affaires intérieures;
4. égalité et bénéfices réciproques;
5. coexistence pacifique.

En juillet 1992, la visite africaine du Président chinois Yang Shangkun, au cours de laquelle furent exposées les nouvelles orientations sino-africaines, se conclut en des termes qui rappellent le voyage de Chou En-Laï de 1953: « *la Chine soutient les pays africains dans le maintien de leur souveraineté et de leur indépendance nationale, ainsi que dans leur lutte contre l'intervention extérieure(...) la Chine respecte les pays africains dans leur choix d'un système politique et d'une voie de développement propre à leurs conditions nationales.*»

Après plusieurs décennies, ces principes demeurent le socle des relations sino-africaines et s'affirment aux yeux des autorités de Pékin comme une continuité. En 2006, le Président Hu Jintao a réaffirmé la position de la Chine en insistant sur le fait que « *le traitement d'égal à égal est la garantie sûre pour le renforcement de la confiance mutuelle sino-africaine. Nous attachons une haute importance aux préoccupations de chacun*<sup>14</sup>.» Dans la vision diplomatique chinoise, la contrainte et l'application de sanctions sont moins efficaces que le contact bilatéral permanent. En outre la coercition est souvent génératrice de conflit, d'où l'impérieuse nécessité de promouvoir une neutralité absolue dans les affaires intérieures d'un pays partenaire.

## **§2. La définition d'un nouveau cadre de partenariat**

Cette orientation de la nouvelle diplomatie chinoise a le mérite au moins d'être claire. D'une part, elle dénonce de façon à peine voilée le néocolonialisme. Comme le mentionne la Déclaration de Beijing issue de la réunion des ministres des affaires étrangères, du commerce extérieur et de la coopération internationale de Chine et des pays africains tenue du 10 au 12 octobre 2000, « *tous les états ont le droit de participer, sur un pied d'égalité, aux affaires*

---

<sup>14</sup> Discours du Président Jintao à la cérémonie d'ouverture du Forum de coopération sino-africain de Beijing 4-5 novembre 2006

*internationales. Aucun pays ou groupe de pays n'a le droit d'imposer sa volonté à autrui, ni de s'immiscer dans les affaires intérieures des autres sous prétexte quelconque, ni de leur imposer de manière unilatérale des mesures économiques coercitives.»*

D'autre part, elle annonce l'avènement d'une nouvelle ère tournée vers la proclamation et la reconnaissance d'une Afrique digne d'intérêt et de confiance et dont les relations avec le reste du monde doivent être dépouillées de toute forme de conditionnalité.

Ainsi, le retour africain de Pékin se trouve grandement facilité par la capacité de sa diplomatie à revaloriser son ancrage historique dans le continent et surtout à recycler ses principes fondateurs pour les adapter à ses nouvelles missions. Aux anciennes puissances coloniales qui ont du mal à sortir du néo-colonialisme, Pékin oppose une légitimité historique fondée sur le militantisme et la solidarité. La Chine semble paver les chemins de son offensive par une valorisation constante du passé et une exaltation de l'avenir sino-africain. Pierre angulaire du militantisme et du rayonnement chinois dans les années 1970, la nouvelle diplomatie chinoise a désormais pour rôle de promouvoir cet espace de développement « gagnant-gagnant » entre l'Afrique et la Chine.

## **CHAPITRE II : LES MANIFESTATIONS DE LA POLITIQUE AFRICAINNE DE LA CHINE.**

La nouvelle politique africaine de la Chine s'inscrit dans une démarche cohérente qui lie les besoins de développement interne du pays à sa capacité de sécuriser de manière durable les moyens nécessaires à sa croissance. Parmi ces derniers, le pétrole occupe une place prépondérante<sup>15</sup>. La stratégie d'affirmation de la Chine comme un « Etat fort » suppose que le pays soit libéré de toutes formes de contraintes imposées par d'autres puissances concurrentes, et susceptibles d'entraver son indépendance, et par conséquent, son développement. Consciente de sa grande vulnérabilité énergétique depuis qu'elle est devenue grande importatrice de pétrole,<sup>16</sup> la Chine s'est tournée vers le continent africain pour trois raisons majeures :

- garantir de manière durable l'approvisionnement en matières premières, essentiellement énergétiques, indispensables à la forte croissance du pays ;
- disposer d'un marché peu exigeant dévolu à ses multinationales émergentes;
- étendre son influence dans le monde, notamment dans les instances internationales, grâce au soutien diplomatique des pays africains.

Pour atteindre ces objectifs, les architectes de la politique africaine de la Chine se sont préparés à relever à la fois les défis politiques, économiques, socioculturels, voire militaires qui jalonnent le partenariat stratégique sino-africain.

## **Section 1 : La mise en place des structures politiques**

Le retour de Pékin en Afrique se caractérise par sa volonté de compenser la faiblesse de son influence politique sur le continent par une série de mesures susceptibles de rehausser son pavillon. Conscient de la nécessité de disposer de tribunes sous le modèle des sommets franco-africains ou des rencontres périodiques du Commonwealth, Pékin a lancé un cycle diplomatique articulé autour d'une visibilité plus grande de ses dirigeants sur le continent, de la création d'espaces de dialogue politique consacrée par le Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) et l'institutionnalisation de rencontres annuelles au plus haut sommet.

### **§1. Les visites d'état : signes du renouveau diplomatique**

---

<sup>15</sup> Pour mieux mesurer la place des besoins énergétiques chinois, Voir Annexe II p.61

<sup>16</sup> La demande quotidienne en pétrole est passée de 2,12 millions de barils par jour en 1990 à 3,95 millions de b/j en 1999. Elle est estimée à 7 millions de b/j à l'horizon 2010. Source Agence Internationale de l'Energie OCDE 2004

Depuis qu'elle a identifié l'Afrique comme un partenaire stratégique, la Chine cherche à y garantir une visibilité politique à la hauteur de ses ambitions. Si dans les années 80, les séjours des leaders chinois étaient principalement motivés par le lobbying diplomatique autour de la question taïwanaise, les visites actuelles sont dirigées vers des pays à haut potentiel politique et surtout économique.

C'est à partir de 1995 que le ballet de visites chinoises prend son véritable envol. Le Premier ministre Li Pong, Qiao Shi, Président du comité permanent de l'Assemblée Populaire Nationale, les 3 vice-premiers ministres, Zhu Rongji, Qian Qichen et Li Lanqin, séjournent en Afrique. En mai 1996 Jiang Zemin, président de la RPC et Secrétaire Général du Parti communiste chinois (PCC) se rend en visite officielle dans six(06) pays d'Afrique. Ce geste fort en direction du continent marque le point de départ d'une nouvelle définition de la politique chinoise africaine. C'est du haut de la tribune de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Adis Abéba que le Président Zemin porte sur les fronts baptismaux le partenariat stratégique sino-africain dans son allocution intitulée *«Pour une nouvelle œuvre monumentale dans les annales de l'amitié sino-africaine»*.

Depuis son accession aux commandes en 2003, le Président Hu Jintao multiplie les signes d'intérêt en direction du continent. Après sa visite africaine en janvier 2004 en Egypte, au Gabon puis en Algérie, le Président chinois a séjourné au Maroc, au Nigeria et au Kenya en avril 2006. Ce séjour fait suite au périple africain du ministre chinois des affaires étrangères Li Zhaoxing à l'occasion du 50eme anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique. Bref, l'année 2006 marque bien l'année de l'Afrique en Chine, au point que le Président Jintao, le Premier ministre Wen Jiabao et le chef de la diplomatie Li Zhaoxing ont à eux seuls prêché la bonne parole dans quinze(15) pays africains, renforçant ainsi l'intérêt et le sérieux que Pékin entend insuffler à cette nouvelle idylle sino-africaine<sup>17</sup>. Pour battre le fer pendant qu'il est encore chaud, le Président Jintao a entamé une nouvelle tournée africaine consacrée à dix(10) pays en janvier-février 2007.

L'ardeur de la diplomatie chinoise est à la dimension de l'ambition de Pékin de formaliser ses échanges avec le continent à travers des structures viables.

## **§2. Les espaces de dialogue : le Forum sur la Coopération Sino-Africaine**

---

<sup>17</sup> Voir annexe III p.62

Pour donner un cadre d'expression durable au nouveau partenariat, Pékin s'est vite rendu compte que la coopération amorcée et les retombées politiques des différentes tournées de ses dirigeants avaient besoin d'une instance formelle pour éclore.

C'est ainsi que du 10 au 12 octobre 2000, la première conférence du FCSA réunit à Pékin 45 pays africains, de nombreuses organisations internationales et régionales, ainsi que les représentants du secteur privé. Cette première initiative regroupe, outre le Secrétaire Général de l'OUA, quatre chefs d'Etats africains (d'Egypte, de Zambie, du Togo et de Tanzanie). La rencontre est sanctionnée par deux textes importants : la Déclaration de Beijing et le Programme pour la coopération sino-africaine. Elle est marquée également par un geste fort qui ne manquera pas de susciter l'intérêt des chefs d'Etats n'ayant pas fait le déplacement. En effet, Pékin annule une partie de la dette des pays africains à hauteur de 10 milliards de dollars et prend date pour l'avenir. Trois ans plus tard, c'est au tour d'Addis-Abeba d'accueillir le second FCSA du 25 au 26 novembre 2003. En plus d'une participation plus étoffée des chefs d'Etats africains, Pékin réussit à faire admettre la nécessité d'institutionnaliser ce type de rencontre. Un Plan d'Action 2004-2006 est adopté en attendant la messe de 2006 qui verra la Chine récolter les fruits du travail minutieux de sa diplomatie.

Quarante-huit pays africains dont quarante et un chefs d'Etat et de gouvernements ont assisté à la troisième session du FCSA du 4 au 5 novembre 2006. Coïncidant avec l'anniversaire du cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques avec l'Afrique (l'Egypte nassérienne avait établi ses relations diplomatiques en 1956 avec la RPC), ce sommet marque l'apothéose et atteste du succès de l'offensive lancée par la Chine en direction de l'Afrique. C'est le plus grand événement sino-africain depuis la proclamation de la RPC. Qualifié d'historique par la plupart des participants, le sommet est perçu comme l'antithèse des rencontres franco-africaines ou les sommets du Commonwealth.

L'objectif semble atteint pour Pékin si l'on en juge par cette déclaration du Président algérien Abdelaziz Bouteflika, à l'issue du sommet : *« la Chine et l'Afrique peuvent, en effet, tabler sur un partenariat de type nouveau, mutuellement avantageux et qui n'a pas à pâtir des conséquences de l'histoire coloniale et de celles, dommageables, induites par une aide au développement paternaliste.<sup>18</sup> »* Le sommet a adopté une Déclaration de Pékin et un plan

---

<sup>18</sup> Interview du Président algérien Bouteflika in [www.el-mouredia.dz](http://www.el-mouredia.dz) novembre2006

d'action 2007-2009. Mieux la Chine a comblé ses visiteurs d'une générosité jusque là jamais atteinte<sup>19</sup>.

Ainsi en misant sur la diplomatie pour réussir l'ouverture de la Chine au monde et conforter ses chances de développement, Deng Xiaoping l'artisan de la Chine moderne posait en filigrane les exigences de la politique extérieure chinoise en Afrique. Ses successeurs Zeming et Jintao ont compris que la coopération militante teintée d'idéologie tiers-mondiste devait céder le pas à une approche pragmatique centrée avant tout sur les intérêts de la Chine. Réalisme et pragmatisme semblent être les leviers sur lesquels s'appuie Pékin pour mettre en œuvre sa diplomatie économique et commerciale en Afrique, poumon de sa stratégie de puissance.

## **Section 2 : La diplomatie économique et commerciale**

Si le rayonnement politique de la Chine en Afrique ne souffre d'aucun doute à la lumière des visites consacrées par ses dignitaires au continent, la dimension économique de la pénétration chinoise quant à elle, est révélatrice des ambitions de Pékin. L'indicateur manifeste de cette percée réside dans les chiffres vertigineux illustrant la croissance du commerce sino-africain. De 20 milliards à l'été 2004, le commerce sino-africain est passé à 37 milliards de dollars en 2005.

Ces chiffres, qui ne souffrent d'aucune ambiguïté quant aux visées économiques de Pékin, rendent compte d'une réalité multiforme qui se décline en une série de stratégies ciblées. En premier lieu, « la diplomatie énergétique », au cœur des priorités chinoises, fait l'objet d'un traitement privilégié dans le partenariat sino-africain. Il s'y ajoute que Pékin, dans sa logique commerciale à long terme est en train de promouvoir un modèle chinois qui remet en cause les pratiques traditionnelles d'aide au développement mises en œuvre par les institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI) et les anciennes puissances coloniales. Enfin cette stratégie d'ensemble s'accompagne de la mise en place progressive sur le continent d'un environnement des affaires optimal au profit des multinationales chinoises naissantes.

### **§1. La diplomatie pétrolière : le cœur de la stratégie chinoise**

---

<sup>19</sup> Voir annexe IV p.63

En 1993, la Chine devient importatrice de pétrole. Pour faire face à l'accroissement de la production nationale en brut elle doit venir à bout de plusieurs obstacles. En effet, Pékin ne dispose pas de savoir-faire technologique pour exploiter ses réserves naturelles à cause des contraintes géologiques et surtout en raison de ses raffineries inadaptées pour traiter la haute teneur en sulfure du pétrole chinois. A ces contraintes d'ordre technique s'ajoute une raison géopolitique majeure : la Chine, depuis les conséquences énergétiques de la rupture avec l'URSS dans les années 60, a toujours redouté un « *energy containment* ». Pierre Antoine Braud en conclut que « *la croissance économique chinoise pouvant être remise en cause, il s'agit pour Pékin de diversifier ces sources d'approvisionnements, sans recourir au marché international, mais en obtenant un contrôle durable de l'exploitation et de la production*<sup>20</sup>. »

Ces raisons expliquent que l'Afrique soit devenue la troisième zone d'internationalisation des compagnies pétrolières chinoises, attirées principalement par les trois grands pays producteurs que sont le Soudan, l'Angola et le Nigeria. Abritant 9% des réserves pétrolières mondiales et assurant 11% de la production, l'Afrique est la terre promise dont rêve la Chine pour diversifier ses approvisionnements.

La diplomatie énergétique de la Chine se présente le plus souvent sous la forme d'une offre multidimensionnelle pour les pays d'accueil. Ces derniers ont souvent en commun les caractéristiques suivantes : implantés dans des zones de crise désertées par les *majors* pétroliers occidentaux (cas de l'Angola et du Soudan), ils sont souvent engagés dans un bras de fer avec la communauté internationale pour des raisons de politique intérieure; ils disposent, par ailleurs, de réserves pétrolières peu convoitées ou n'offrant aucune rentabilité immédiate. La stratégie d'implantation des compagnies pétrolières chinoises s'adapte au cas de chaque pays.

### **A. Le Soudan : pétrole contre soutien diplomatique**

En 1997, dans un Soudan en proie à la guerre civile entre le Nord et le Sud, l'entreprise d'Etat la China National Petroleum Corporation (CNPC) s'engage à exploiter dans le cadre d'une *joint venture* (avec une firme malaisienne et une autre canadienne) les

---

<sup>20</sup> Pierre Antoine Braud, « La Chine en Afrique, anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise » *Analysis*, [www.iss-eu.org](http://www.iss-eu.org), octobre 2005 p.2

gisements du sud de pays, plus exactement dans le bassin de Muglad avec un investissement global d'un milliard de dollars. La CNPC a « importé » 2000 ouvriers chinois<sup>21</sup> pour réaliser un oléoduc de 1600 km reliant les champs pétrolifères de Muglad à la Mer Rouge. Aujourd'hui, le Soudan fournit 7,5% des importations totales de la Chine.

Ces investissements ont été réalisés dans une zone en proie à une longue guerre civile au cours de laquelle, l'Etat soudanais, bien que marginalisé, a été approvisionné en armes par la Chine. Comme le souligne le Rapport d'Amnesty International de 2006, la Chine a livré des armes au gouvernement de Khartoum accusé de génocide au Darfour. Marie-France Cros ajoute, à ce propos, que « Pékin n'a pas d'états d'âme. Quand le gouvernement soudanais, entre 1999 et 2001, déplace par une politique de terre brûlée des centaines de milliers de civils dans les zones pétrolières (...) pour y laisser le champ libre aux entreprises, la Chine n'en a cure, tandis que les sociétés occidentales - comme la canadienne Talisman, qui a dû quitter le Soudan après une campagne d'ONG canadiennes - sont soumises à une forte pression dans leurs pays.<sup>22</sup> » Devant le tollé soulevé par de tels agissements, l'agence de presse officielle, *Chine Nouvelle*, justifiait, en décembre 2005, la position chinoise en des termes sans équivoque: « La Chine n'a jamais lié son aide à l'Afrique à des conditions politiques (...) sauf une : que les partenaires africains de Pékin rompent avec Taipei. » Fidèle à sa politique de non-ingérence, Pékin continue d'apporter un soutien manifeste au Soudan comme l'illustre l'exemple de la résolution 1567 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur le Darfour adoptée en 2004, texte fortement tempérée grâce à l'action de la Chine.

## **B. L'Angola : pétrole contre soutien économique**

La pratique de la diplomatie énergétique chinoise se révèle également efficace en Angola, pays meurtri par plusieurs décennies de guerre et devenu aujourd'hui le premier fournisseur de pétrole de la Chine en Afrique subsaharienne. Tirant profit de son long compagnonnage avec le gouvernement de Luanda, notamment la vente régulière d'armes

---

<sup>21</sup> Ces ouvriers seraient des prisonniers de droit commun ayant obtenu une réduction de peines. Ibid.,p3

<sup>22</sup> Marie-France Cros, « le nouvel ordre chinois en Afrique », *la Conscience*, avril 2006



pendant la guerre de libération angolaise des années 1970, et de l'affaiblissement des intérêts français consécutif à l'Affaire Falcone, la China Petroleum & Chemical Corporation (CPCP) réussit en novembre 2004, à arracher, devant la compagnie française Total, l'exploitation du bloc 3/80 au nord du pays.

Cette belle percée coïncide avec les tentatives du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale (BM) d'amener Luanda, à plus de transparence sur les fonds pétroliers : l'Angola, alors 3<sup>ème</sup> sur 102 pays les plus corrompus selon *Transparency International*, avait vu, en 2001, un tiers des revenus de l'Etat s'évaporer, alors qu'un quart de la population souffrait de famine et attendait une aide alimentaire extérieure. Pékin mit alors à la disposition de Luanda un prêt de 2 milliards de dollars à 1,5% d'intérêts sur 17 ans, en échange de 10.000 barils de pétrole par jour. Les autorités angolaises pouvaient désormais s'opposer au FMI et à la BM.

### **C. Le Nigeria : pétrole contre promesses diplomatiques**

Dans le cas du Nigeria, « *la Chine a abouti à un lien où se mêlent commerce, matières premières et soutien politique* », selon Chung-lian Jiang.<sup>23</sup> Au cours de sa visite d'avril 2006 au Nigeria, le président Hu Jintao a finalisé un accord portant sur quatre licences d'exploitations pétrolières. Des investissements de l'ordre de 4 milliards de dollars dans l'infrastructure, les centrales électriques et les services téléphoniques sont annoncés. Parallèlement, la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) a déjà acquis 45% des parts de la concession pétrolière d'Apko dont la production est prévue pour 2008, illustrant la stratégie chinoise basée sur le long terme. Enfin, depuis 2005, le Nigeria s'est engagé à fournir 30 000 barils de pétrole par jour durant cinq (5) ans à *Petrochina*, une compagnie publique chinoise.

Si les prédécesseurs du président Hu Jintao avaient accordé leur soutien politique au dictateur nigérian Sani Abacha, l'actuelle diplomatie chinoise valse sur le soutien potentiel qu'elle pourrait apporter au Nigeria engagé dans la course à un siège permanent africain au Conseil de Sécurité de l'ONU<sup>24</sup>.

---

<sup>23</sup> Chung-lian Jiang, « la Chine, le Pétrole et l'Afrique », [www.geopolitis.net](http://www.geopolitis.net), novembre 2004

<sup>24</sup> Le président du Nigeria Obasanjo a demandé le soutien officiel de Pékin pour l'obtention d'un siège permanent au Conseil de Sécurité.

Grosso modo, c'est à une vraie diplomatie pétrolière articulée, en fonction des circonstances, à un soutien politique, économique ou diplomatique que se livre Pékin en Afrique. Cette politique énergétique menée de main de maître, n'occulte pas les efforts chinois de promouvoir « un modèle de développement » en rupture totale avec le paradigme occidental.

## **§2. La promotion d'un modèle chinois : une nouvelle logique de l'aide**

La présence chinoise en Afrique s'inscrit dans une stratégie globale de contournement des puissances occidentales concurrentes que sont principalement les Etats-Unis et l'Union européenne. Elle s'appuie principalement sur l'exaltation du passé commun entre l'Afrique et la Chine et de la coopération sud-sud. En érigeant le principe de non-ingérence et de neutralité comme socle de sa coopération, la Chine dissocie le développement économique des réformes politiques et propose un modèle de développement contraire à la politique d'aide conditionnée jusque là en vigueur du côté de l'Occident. Pour Pékin, la démocratie est fille de la prospérité économique et non le contraire. C'est pourquoi, le Livre blanc sur la politique africaine insiste sur « *le respect du libre choix des pays africains quant à leur voie de développement.* »

La Chine, tirant les leçons de sa coopération avec le continent à l'issue d'une réunion de tous les Ambassadeurs chinois en poste en Afrique en 1995, a profondément modifié sa politique d'aide au développement. Cette nouvelle politique de l'aide découle de l'importance de ses réserves estimées à plus d'un milliard de dollars. Alors que jusque là la Chine s'était limitée à les convertir en bons de trésor américain ou en rentes libellées en dollars, elle a décidé de les utiliser à des fins géostratégiques, en se lançant dans une politique d'investissements, notamment en Afrique, pour renforcer son indépendance énergétique.

D'après le département Afrique du Ministère chinois des Affaires étrangères, l'aide extérieure chinoise se fait sous les trois formes suivantes : le prêt bonifié préférentiel, les projets d'entreprises à cogestion ou à capitaux mixtes, et l'aide sans contrepartie. La pratique du prêt préférentiel a déjà fait ses preuves en Angola où des investisseurs chinois, malgré l'ire du FMI et de la BM, ont mis à la disposition de ce pays 5 millions de dollars. Avec la politique des projets d'entreprises, Pékin étend sa politique énergétique à l'acquisition des matières premières autres que le pétrole en combinant le développement des infrastructures et

l'extraction des minerais. C'est ainsi que des sociétés chinoises sont activement engagées dans l'exploitation du cuivre et du cobalt en Zambie et en République Démocratique du Congo, du charbon au Mozambique<sup>25</sup>. Cette exploitation s'accompagne le plus souvent du développement d'infrastructures faisant accepter l'idée que Pékin contribue au développement du tissu industriel comme l'illustre la réfection des infrastructures routières ou ferroviaires, en Angola, au Zimbabwe, au Nigeria, en Ethiopie et au Gabon.

Quant à l'aide sans contrepartie, elle se traduit le plus souvent par des réalisations de prestige, ces « éléphants blancs » souvent dénoncés par la coopération occidentale à cause des énormes budgets de maintenance qu'ils impliquent pour les pays d'accueil. Il s'est engagé, à l'issue du sommet sino-africain de novembre 2006, de construire gratuitement un siège pour l'Union Africaine à Addis-Abeba. L'aide sans contrepartie s'accompagne également d'annulation périodique de dettes et de la mise en place de coopérants chinois dans divers secteurs. En 2004, on dénombrait environ 61 000 coopérants chinois en Afrique.

Au total Pékin consacre 45% de son aide au développement à l'Afrique grâce à une politique d'investissement multiforme qui a, selon le président algérien Abdelaziz Bouteflika, permis à l'Afrique d'atteindre un taux de croissance de l'ordre de 6%, son taux le plus élevé de ces trente dernières années<sup>26</sup>. Le modèle chinois semble faire des émules au point que Jawad Kerdoudi pense que *« l'Afrique pourra prendre exemple sur la Chine pour son développement. Le modèle chinois a fait ses preuves, puisqu'il permet un taux de croissance le plus élevé du monde, et qu'il a tiré de la pauvreté des millions de personnes<sup>27</sup>. »*

La nouvelle logique commerciale demeure toujours portée par le concept clé du « gagnant-gagnant », si chère à la Chine. C'est d'ailleurs la principale arme brandie par les autorités chinoises contre les « donneurs de leçons » de l'Occident, mais surtout pour présenter sa coopération avec l'Afrique comme dénuée de tout esprit d'exploitation et de mercantilisme. Comme le souligne Valérie Niquet *« la Chine offre un partenariat stratégique fondé sur le respect sourcilleux de la non-ingérence, le rejet de toute légitimité morale de l'Occident et la mise en avant du concept de spécificité des valeurs, opposé à l'universalisme des principes occidentaux<sup>28</sup>. »*

<sup>25</sup> Voir annexe V p.64

<sup>26</sup> Interview du Président algérien Abdelaziz Bouteflika, [www.el-mouredia.dz](http://www.el-mouredia.dz), novembre 2006

<sup>27</sup> Jawad Kerdoudi, Consultant et économiste et président de l'Institut Marocain des Relations Internationales (IMRI), « Sommet sino-africain, quels enjeux ? », [www.menara.ma](http://www.menara.ma), décembre 2006

<sup>28</sup> Valérie Niquet, « la stratégie africaine de la Chine » op.cit., pp. 363-364

### **§3. La structuration de l'environnement des affaires.**

Au cours des différents forums sino-africains, la Chine a progressivement travaillé à élargir sa coopération dans les domaines du commerce, de l'investissement et de la technologie.

Au niveau commercial, Pékin a tissé un réseau dense de structures d'échanges centré sur l'existence de 49 délégations commerciales et de chambres de commerce sino-africaines. A ce jour, elle a établi onze (11) centres de promotion des investissements et du commerce sur le continent. Comme en Asie du Sud-est et en Asie centrale, la Chine entend obtenir un accord de libre-échange avec le marché commun d'Afrique orientale et australe (Common Market for Eastern and Southern Africa ou COMESA). Lors du dernier FCSA, elle a exprimé son vœu d'ouvrir davantage le marché chinois aux pays africains et de porter, de 190 à plus de 440, le nombre des produits bénéficiant d'un tarif douanier zéro et en provenance des pays africains les moins avancés ayant des relations diplomatiques avec la Chine; de créer, au cours des trois prochaines années, trois(3) à (5) cinq zones de coopération économique et commerciale dans des pays africains. Cette démarche s'inscrit clairement dans une logique commerciale concurrente avec des mécanismes de même nature comme l'African Growth Opportunity Act (AGOA) lancé par les Etats-Unis en décembre 2006 ou les Accords Union Européenne –Afrique Caraïbes Pacifique (UE-ACP).

Dans le domaine des investissements, la Chine se signale de plus en plus par sa volonté de participer aux flux financiers mondiaux. Cette politique d'investissement en Afrique est principalement articulée autour de l'acquisition de gisements de matières premières (dont le bois et les minerais), et de la recherche de partenariats nécessaires à l'accès et à l'approvisionnement en énergie.

Le *modus operandi* en matière d'investissement est souvent invariable. Il commence par le montage d'une joint-venture avec une entreprise locale ou internationale pour acquérir des droits d'exploration et d'exploitation (cas au Soudan) puis s'enchaîne avec l'importation du matériel et de la main d'œuvre de Chine pour la réalisation des infrastructures (routes et oléoducs) nécessaires à l'acheminement du pétrole vers les sites portuaires. Cette politique d'investissement s'inscrit dans une stratégie globale de sécurité énergétique et ne se soucie guère de rentabilité immédiate, ce qui accroît d'avantage les chances de la Chine de supplanter les institutions financières classiques occidentales.

Pour mieux promouvoir les investissements, la Chine est maintenant présente dans le secteur bancaire. C'est ainsi qu'en 2000 Eximbank (une banque d'import-export chinoise) a implanté sa première filiale à Khartoum au Soudan. Lors du dernier FCSEA de novembre 2006, environ seize(16) contrats commerciaux pour un montant de deux (02) millions de dollars ont été signés.

Enfin, la politique d'investissement mise en place par Pékin n'est pas du tout neutre. Elle vise à créer les conditions d'expansion et d'exportation des firmes chinoises sur le continent africain. En effet, les prêts consentis sont généralement destinés à la construction ou à la réfection d'infrastructures. L'appel d'offre pour la réalisation de ses marchés est souvent favorable aux entreprises chinoises soumissionnaires en raison de leur capacité à importer la main d'œuvre de leur pays. En Algérie, par exemple, la China State Construction and Engineering Corporation (CSCEC) remporte fréquemment les contrats publics. La boucle est bouclée, car Pékin retrouve indirectement une partie de sa mise initiale à travers ses entreprises de Bâtiment et Travaux Publics (BTP), se fait rembourser son prêt par les états débiteurs tout en donnant du travail à ses ressortissants.

Parallèlement, le marché africain, moins exigeant que le marché occidental sur la qualité des produits, devient progressivement un marché-test pour l'industrie chinoise. Depuis quelques années, les entreprises chinoises se signalent dans la construction de centrales électriques (Soudan et Mozambique), s'initient à l'aéronautique au Zimbabwe et au nucléaire civil en Afrique du Sud.

Il s'y ajoute que des milliers de produits manufacturés à bon prix inondent tout le continent africain, devenu pour les firmes chinoises un marché à haut potentiel<sup>29</sup>. A ce propos, note François Lafargue, « *même si les entreprises chinoises cristallisent le mécontentement, accusées de fraudes douanières et de livrer une concurrence déloyale à l'économie locale et informelle, les gouvernements africains restent bienveillants, estimant que l'intrusion de la Chine est un moyen de dynamiser la concurrence en permettant de contourner les circuits commerciaux traditionnels.* »<sup>30</sup>

---

<sup>29</sup> Voir annexe VI p 64.

<sup>30</sup> F. Lafargue. « La Chine et l'Afrique : un mariage de raison », *Diplomatie*, sept-oct 2005

Ainsi, la mise en place de structures politiques aptes à « institutionnaliser » le dialogue sino-africain, conjuguée à l'offensive économique basée sur la sécurisation de la politique énergétique chinoise à long terme, offrent à la Chine des leviers d'instaurer une coopération bilatérale ou multilatérale avec l'Afrique dans d'autres domaines et de renforcer progressivement sa présence

### **Section 3 : La coopération bilatérale ou multilatérale**

Même si la diplomatie pétrolière demeure au cœur des préoccupations chinoises, il n'en reste pas moins que Pékin use d'autres instruments pour asseoir sa position en Afrique. La gamme d'initiatives bilatérales et multilatérales s'étend de la coopération militaire aux échanges socioculturels, en passant par la participation aux missions onusiennes de maintien de la paix.

#### **§1. La coopération militaire sino-africaine**

Aujourd'hui, la coopération militaire a revêtu les mêmes allures que la coopération économique sous couvert, comme toujours, du sacro saint principe de la non-ingérence. Elle concerne la fourniture d'armes et la formation du personnel.

La Chine a ouvert trois usines de fabrication d'armes légères au Soudan ; des usines de munitions et d'armes légères sont implantées au Zimbabwe et au Mali. Des accords de fourniture de matériels militaires avec la Namibie, l'Angola, le Botswana, le Soudan, l'Érythrée, le Zimbabwe, les Comores ou la République du Congo, sont régulièrement signés.

La Chine n'a pas hésité à vendre au Soudan des avions de surveillance F-7 et des avions de transport Y-8 en pleine guerre civile, pendant la période où ses compagnies pétrolières étaient engagées dans l'exploitation des gisements pétroliers de Muglad. Ces ventes sont réalisées le plus souvent par la North Industry Corporation (NORINCO) et Polytech Industries, la plus importante firme de vente d'armes de l'armée chinoise.

Le marché africain, comme dans le domaine des BTP, est l'occasion de tester un matériel souvent rustique et peu prisé sur les marchés occidentaux. C'est en Afrique que la RPC trouve un débouché pour ses avions d'entraînement K8, fournis à la Namibie, au Soudan et au Zimbabwe. La Chine pourvoit des hélicoptères au Mali, à l'Angola et au Ghana, de l'artillerie légère et des véhicules blindés à la quasi-totalité des pays de la région australe,

ainsi que des camions militaires, des uniformes, du matériel de communication. La coopération est particulièrement étroite avec le Zimbabwe depuis le début des années 1980 et s'est renforcée en 2004. Pékin lui fournit des chars, de l'artillerie, des blindés ainsi que des camions, des vedettes rapides et des batteries de défense antiaérienne.

Dans le domaine de la formation, on assiste depuis quelques années à une augmentation significative du nombre de stages de formation militaire dans tous les domaines, à un moment où les portes des académies militaires européennes sont de plus en plus fermées aux élites africaines. La Chine s'est même engagée à former dans les trois prochaines années, environ 15000 africains, dont une bonne partie de militaires.

Cette politique d'armement n'est pas sans inquiéter les organisations de défense des droits de l'homme comme Amnesty International. Dans un rapport publié en juin 2006, Amnesty épingle les fournitures d'armes chinoises dans les zones en conflit comme la RDC où 17% des armes recensées à Bunia, dans la région de l'Ituri, sont d'origine chinoise. Le même rapport présente la Chine comme « *l'un des pays les plus secrets et les plus irresponsables en matière d'exportations d'armes* ». En effet, depuis huit ans, Pékin ne publie aucune information sur ses activités de transfert d'armes à l'étranger sur le registre des armes classiques des Nations Unies. Elle tarde également à ratifier le traité international sur le commerce des armes.

## **§2. Les échanges socioculturels**

Conscient de la place de la culture dans l'affirmation et la pérennisation des relations sino-africaines, Pékin n'a pas voulu que ce secteur soit en reste. Comme le note Renaud Delaporte, « *la reconnaissance de l'identité culturelle du continent constitue un aspect inhérent de la politique chinoise. Si le G8 ou l'OMC n'ont jamais songé à inviter des groupes de danses folkloriques ou d'exposer quelque 300 pièces de sculpture, de la peinture de la poterie, à l'occasion de leurs arides conférences d'experts, les Chinois, eux, ont tout de suite compris la nécessité*<sup>31</sup> .» C'est ainsi qu'en 2004, trois manifestations à caractère culturel ont été organisées, en l'occurrence un festival international intitulé « Rendez-vous à Beijing », une

---

<sup>31</sup> Renaud Delaporte, « la Chine a lancé une OPA amicale sur l'Afrique », *Agora Vox* novembre 2006

tournée dite de la culture chinoise et un festival des jeunesses chinoise et africaine. Parallèlement, une implantation linguistique est amorcée avec la création de la première station radio chinoise, Radio Chine International (CRI), au Kenya depuis février 2006.

A coté de cet outil de vulgarisation et d'échange, s'ajoute la création de centre culturel Confucius, au Cameroun, au Zimbabwe et au Kenya. Le dialogue culturel ainsi prôné renforce l'opposition de la Chine aux règles traditionnelles du partenariat Nord-Sud dans lequel les cultures africaines sont reléguées au second plan. Il demeure toujours au service d'une logique commerciale bien pensée car « *au lieu des copies de marques occidentales sur des polos, c'est bientôt des boubous ornés de logos de marques chinoises que les africaines s'arracheront sur les marchés.*<sup>32</sup> »

Cette promotion culturelle s'appuie également sur une diaspora chinoise évaluée à 130 000 personnes en Afrique, et pouvant atteindre officieusement 500 000 ressortissants.<sup>33</sup> La présence de chinois sur le continent remonte à plusieurs siècles. Toutefois, leur installation massive dans plusieurs pays africains est consécutive à l'ouverture sur le monde extérieur voulue par les autorités chinoises, depuis l'application des mesures de la réforme initiée par Deng Xiaoping. Présents en Afrique du Sud, à Madagascar, à l'île Maurice, au Kenya, en Tanzanie et en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mali etc....) la communauté chinoise essaime de plus en plus sur le continent, portée surtout par la vague commerciale. Très généralement, il s'agit de coopérants ou d'ouvriers chinois qui sont restés dans les pays pour s'y adonner à une activité commerciale. Entrepreneurs, ils réussissent en quelques années à se signaler dans le petit commerce de produits manufacturés et à se regrouper dans des quartiers qu'ils finissent par contrôler (développement du phénomène des China towns). Diffuseurs de la culture chinoise, les ressortissants de la diaspora constituent avant tout les relais économiques pour la distribution des produits chinois, ce qui les expose aux protestations des industriels et commerçants locaux. Pékin songe à compenser le déficit de son image par la promotion de la coopération touristique. Le *Livre blanc* sur la politique de la Chine en Afrique promet « *d'appliquer effectivement le programme des voyages organisés de citoyens chinois dans des pays africains ; d'augmenter, à la demande des pays africains et en fonction de la faisabilité, le nombre de destinations touristiques agréées pour les citoyens chinois.* »

---

<sup>32</sup> Ibid.

<sup>33</sup> Voir annexe VII p 65.



Selon le Bureau d'Administration des Entrées et Sorties du ministère chinois de la sécurité publique, le nombre de chinois visitant l'Afrique a doublé entre 2005 et 2006 et se chiffre aujourd'hui à 110 000 personnes. Le projet d'implantation de dix villages industriels intégrés en Afrique, dédiés aux entreprises chinoises, permettra d'accroître le nombre de coopérants et de commerçants chinois sur le continent.

### **§3. La présence militaire sous mandat de l'ONU**

L'Afrique constitue pour la Chine un nouveau champ d'action de son rayonnement diplomatique grâce à sa participation aux opérations de maintien de la paix. En investissant un tel créneau, Pékin signe en même temps son entrée dans un domaine jusque là réservé aux anciennes puissances coloniales, la France et la Grande Bretagne. Signe de son ouverture et de la place qu'elle accorde au couple paix-développement, la Chine a envoyé en janvier 2003 un premier contingent en RDC dans le cadre de la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC) destiné à assurer un soutien médical. En 2005, un second contingent a participé à la Mission des Nations Unies au Liberia (MINUL), après la reconnaissance de Pékin par ce pays. A ce jour, environ 1500 soldats chinois sont présents en Afrique dans le cadre du maintien de la paix. Il s'y ajoute que Pékin a aidé financièrement l'Union Africaine (UA) pour le déploiement des casques blancs au Darfour. Cette présence pour le moment symbolique pourrait être naturellement appelée à croître au fur et à mesure que les intérêts chinois se renforceront.

En somme, la politique africaine de la Chine est désormais rentrée dans un cycle majeur à travers une présence multidimensionnelle suffisamment visible, au point de soulever de multiples interrogations dont la plus importante demeure l'avenir des relations sino-africaines. L'engagement et la détermination des autorités chinoises à prendre pied sur le continent, le dynamisme économique de ses firmes pétrolières et commerciales, la coopération militaire et culturelle, autant de jalons posés dont les impacts, déjà perceptibles, sont annonciateurs de profonds bouleversements dans l'univers des relations sino-africaines.



## **TITRE II: PERSPECTIVES SINO-AFRICAINES**

L'ampleur de l'offensive chinoise sur le continent africain ne laisse pas indifférent tant les enjeux qu'elle suscite sont multiples. En effet, le retour remarqué de la Chine intervient dans un contexte géopolitique mondial caractérisé par la redéfinition d'un nouvel ordre politique et économique dans lequel l'Afrique peine à trouver des repères. Cette situation survient également à un moment critique où le continent, bien que traversé par de multiples conflits, amorce un mouvement de démocratisation sous l'œil « vigilant » des anciennes puissances coloniales, mais également sous la poussée significative des populations, dont les aspirations à un peu plus de citoyenneté ne cessent de se faire valoir. Au plan économique, la prise de conscience d'un développement collectif se fait de plus en plus vive et mobilise déjà le leadership africain à travers la promotion du NEPAD. Dans ce cadre, la stratégie de puissance déployée par Pékin ne peut manquer d'entraîner de profonds bouleversements au triple plan politique, économique et sécuritaire.

Quels sont les impacts politiques de la diplomatie chinoise sur l'avenir de la démocratie en Afrique ? Est-elle synonyme d'opportunités économiques ou de périls pour le développement du continent ? Quels sont les risques sous-jacents à la présence chinoise en Afrique dans le domaine de la paix et de la sécurité collective ? Autant de questions qui jalonnent les nouvelles relations sino-africaines et qui exigent sinon des réponses urgentes, du moins une approche prospective afin d'esquisser les grandes tendances.

## **CHAPITRE I : LES IMPACTS POLITICO-ECONOMIQUES DE LA POLITIQUE CHINOISE**

La chute du mur de Berlin en novembre 1989, n'a pas seulement marqué la fin des totalitarismes en Europe de l'Est. Elle a répandu les vents de la démocratie à travers les continents en appelant à une plus grande participation des peuples aux choix de leurs destins respectifs. En Afrique, les années 90 inaugurent l'ère des conférences nationales et de la démocratisation de la vie politique. Au cours de la Conférence de la Baule de 1990, le Président Mitterrand sonne le glas du monopartisme. A partir de cette date, on a assisté à la mise en place progressive de l'aide, désormais jaugée à l'aune des efforts de démocratisation des régimes africains. Cette approche a été plus ou moins maintenue par son successeur Jacques Chirac pour qui, *«être donneur d'aide aujourd'hui, c'est en règle générale*

*appartenir à la grande famille des nations industrialisées et démocratiques. Une famille qui a sa culture, ses solidarités et ses réflexes, notamment la bonne gouvernance, la transparence, le dialogue, la rigueur, l'efficacité. C'est pourquoi les donateurs tendent à se détourner des pays aidés qui ne respectent pas ces mêmes critères que, par ailleurs, ils s'imposent à eux-mêmes<sup>34</sup>.»*

Cette tendance est aussi nettement perceptible dans les pays anglophones où la Grande Bretagne n'exclut plus d'user de sanctions économiques pour condamner les dérives autoritaires des membres du Commonwealth. Ce fut le cas avec le Nigeria, sous le régime, du dictateur Sani Abacha ou du Président Robert Mugabé du Zimbabwe. Elle est même devenue une quasi-règle de la politique d'assistance africaine de l'Union européenne, et des Etats-Unis. Dans le même temps, depuis la création de l'UA en 2002, des mesures politiques fermes visant à promouvoir la stabilité des pays africains sont adoptées, parmi celles-ci, le refus de reconnaissance des pouvoirs issus de putsch militaire.

Grosso modo, le retour de la Chine survient à un moment où la recherche d'un environnement politique stable, commandé par des règles de dévolution du pouvoir transparentes, est en marche. Dans le même temps, la percée chinoise est en voie de modifier profondément les perspectives de développement économique du continent.

## **Section 1. Les menaces sur l'Etat démocratique et l'intégration politique**

En plaçant ses relations avec les pays africains sur le socle immuable et sacro-saint de la « neutralité et de la non-ingérence », la diplomatie chinoise semble constituer un frein à l'émergence de l'Etat de droit en Afrique. Dans le même temps, elle retarde l'intégration politique du continent tout en donnant à Pékin les moyens de son rayonnement dans les instances internationales au détriment des puissances concurrentes.

### **§1 Les menaces sur l'Etat démocratique**

#### **A. Le bouclier chinois ou les risques de promotion de la mal gouvernance**

---

<sup>34</sup> Jacques Chirac, *Discours prononcé à la XIXe Conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique*, Ouagadougou, Paris, Productions 108, 5 décembre 1996, pp.10-11.

Pour sauvegarder ses relations commerciales et dans le but de rester fidèle à sa « diplomatie de non-rupture », Pékin n'hésite pas à user de son statut de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU pour défendre ses alliés. C'est ainsi qu'en juillet et septembre 2004, elle a menacé d'utiliser son droit de veto pour bloquer l'adoption de sanctions politiques et pétrolières contre le Soudan accusé de génocide au Darfour. En avril 2005, elle s'est abstenue au cours de la saisie de la Cour Pénale Internationale (CPI) visant à traduire en justice les responsables soudanais supposés impliqués dans des crimes de guerre au Darfour. Aujourd'hui, le Soudan s'oppose toujours au déploiement de troupes onusiennes sur son sol, avec le soutien discret de Pékin.

Afin de faire face à son isolement international, le Président Robert Mugabe du Zimbabwe a entrepris une politique d'ouverture en direction des entreprises chinoises. En retour, le Premier ministre chinois n'a pas manqué d'exprimer le soutien de la Chine à la réforme agraire au Zimbabwe. Charmé par Pékin, Robert Mugabe n'a pas pu s'empêcher de déclarer en mai 2005 à l'occasion du 25e anniversaire de l'indépendance de son pays: *«Il nous faut nous tourner vers l'Est, là où se lève le soleil.»*

En Ethiopie, les appels pressants des Etats-Unis en faveur de l'organisation d'élections transparentes en 2005 ont été ignorés par le parti au pouvoir qui «prônait un rapprochement avec Pékin comme alternative<sup>35</sup>.» Par ailleurs au Nigeria, malgré les multiples condamnations du régime autoritaire de Sani Abacha par la communauté internationale, la Chine s'était montrée très conciliante, poursuivant résolument sa politique énergétique avec ce pays.

De même en Angola, la RPC est accusée par les organisations non gouvernementales de soutenir indirectement la campagne électorale du Président Eduardo Dos Santos, par le financement de nombreux projets électoralistes du parti au pouvoir.

Cette situation représente une menace pour l'édification de l'Etat de droit en Afrique. En premier lieu, le soutien de la Chine constitue une bouée de sauvetage à des régimes politiques souvent décriés. Elle perpétue ensuite la mal gouvernance politique du continent sous prétexte de respect de la souveraineté des Etats. Enfin, elle est à même de saper les efforts des organisations des droits de l'homme soucieuses de hisser les pays africains au peloton des nations respectueuses des standards en matière de droits élémentaires de la personne. En effet l'avenir politique du continent africain est étroitement lié à sa capacité de s'insérer dans la communauté internationale à tous points de vue. Comme le souligne Yves Alexandre Chouala *« le partenariat entre l'Afrique et les pays développés repose sur des*

<sup>35</sup> Pierre Antoine Braud « La Chine en Afrique, anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise » op.cit. p.6

*éléments essentiels –respect des droits de l’homme et des libertés fondamentales, démocratisation de la vie politique – qui fonctionnent sinon comme des contraintes axiologiques du moins comme des valeurs politiques dont dépendent tout à la fois la modernisation et la civilisation de la figure internationale des États.<sup>36</sup>»*

C’est dire que dans le domaine des valeurs politiques fondatrices de la modernisation, le partenariat stratégique sino-africain n’offre guère de perspectives politiques viables tant la Chine elle-même continue d’être régulièrement mise au ban des accusés sur les questions des droits de l’homme. Loin d’imprimer aux pays africains des valeurs idéologiques et politiques de l’Occident, l’enjeu est de fonder l’ordre international autour de critères sélectifs nettement identifiables et mesurables. Comme le note Louis Michel, Commissaire européen au développement et à l’aide humanitaire, *« il ne s’agit plus, aujourd’hui, de considérer l’Afrique avant tout comme un "bénéficiaire" ou un "continent en développement" voire "sous-développé", mais bien comme un partenaire à part entière, un nouvel acteur du système multipolaire mondial, doté des attributs de la puissance politique, économique et stratégique et capable de relations normales avec d’autres pôles mondiaux<sup>37</sup>.»*

## **B. La dissociation du couple économie-politique**

La proclamation de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats africains, même fondée en droit, pose problème dans le contexte de déficit démocratique du continent. A ce titre, à l’étape actuelle de l’insertion de l’Afrique dans le concert des nations démocratiques, le partenariat chinois étale une insuffisance de taille comparée à l’AGOA ou aux Accords (UE-ACP) de Cotonou. L’AGOA est une loi visant à promouvoir le commerce entre l’Afrique et les Etats-Unis sous la bannière de la promotion de critères politiques très sélectifs allant de la démocratisation, à la libéralisation, en passant par la bonne gouvernance et le respect des droits de l’homme. Quatorze pays africains ont été exclus de cette nouvelle loi qui autorise l’entrée aux États-Unis en franchise de douane et sans quota jusqu’en 2008 des produits provenant du continent africain. Il s’agit de l’Angola, du Burkina, du Burundi, des Comores, de la Côte d’Ivoire, de la Gambie, de la Guinée Équatoriale, du Liberia, de la

---

<sup>36</sup> Yves Alexandre Chouala, « L’Afrique dans le nouveau partenariat international Enjeux de civilisation et de puissance », *Revue Études internationales*, volume XXXIV, no 1, mars 2003

<sup>37</sup> Louis Michel, Conférence publique sur la Stratégie Afrique prononcée à Berlin, le 28 novembre 2006

Namibie, de la République Démocratique du Congo, de la Somalie, du Soudan, du Togo, du Zimbabwe. Quand à l'Union Européenne, elle n'avait pas hésité à suspendre sa coopération en 1990 avec le Soudan (signataire des accords de Lomé Europe-ACP) pour non respect des droits de l'homme, de la démocratie et du processus de paix. Elle a réitéré, en mars 2007, sa volonté de suspendre son aide au Soudan face au refus des autorités de ce pays d'autoriser un déploiement de casques bleus au Darfour.

Le forum sino-africain de novembre 2006 a proposé une initiative similaire sans aucune condition politique, offrant ainsi une alternative à des pays récalcitrants ou poussifs dans le respect des droits de l'homme. Comme le faisait remarquer le sous-secrétaire d'État américain adjoint aux affaires africaines, M. Michael Ranneberger, le 28 juillet 2006 devant la sous-commission des affaires africaines de la Chambre des représentants:« *La Chine, a une influence croissante sur le continent africain, et on peut craindre qu'elle ait l'intention d'aider les dictateurs africains, d'obtenir une mainmise sur les richesses naturelles précieuses de l'Afrique et de détruire la plupart des progrès que les pays africains ont réalisés ces quinze dernières années en matière de démocratisation et de gestion des affaires publiques*<sup>38</sup>. »

## **§2.La remise en cause de l'intégration politique du continent**

### **A. Vers le retour du nationalisme**

Le partenariat stratégique sino-africain survient également dans un contexte politique dominé, par la mise en œuvre d'un agenda africain centré sur la recherche d'une plus grande intégration politique du continent. En effet, la création de l'UA survenue en 2002 marque une étape cruciale dans la marche du continent vers l'unification politique. Cette vision unitaire est sous-tendue par l'idée de faire peser d'avantage l'Afrique dans les instances internationales pour influencer les différents débats (comme l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement), et amener la communauté internationale à négocier non plus avec un conglomérat d'Etats mais plutôt avec les structures sous-régionales, régionales voire continentales, notamment avec l'UA. La démarche unitaire a commencé à porter ses

---

<sup>38</sup> Jim Fisher-Thompson, La Chine ne constitue pas une menace pour les Etats-Unis», [www.uspolicy.be](http://www.uspolicy.be), juillet 2006



fruits avec l'invitation régulière des leaders africains promoteurs du NEPAD aux sommets du G8.

Il est à craindre que la nouvelle diplomatie chinoise ne brise cette dynamique. D'une part, l'approche bilatérale privilégiée par Pékin, surtout avec les pays pétroliers, peut entretenir l'illusion d'un développement séparé et reléguer au second plan les préoccupations unitaires du continent. A ce propos, l'activisme de Pékin irrite l'Afrique du sud qui, faute de pétrole, voit ses deux principaux concurrents, le Nigeria et l'Angola, profiter largement de la manne chinoise. La présence chinoise attise les rivalités sourdes entre ses trois pays candidats à un siège permanent au conseil de sécurité. Par ailleurs, l'Angola entend tirer profit du soutien chinois pour renverser l'équilibre sous régional en Afrique australe pour le moment dominé par le leadership sud-africain.

## **B. La fidélisation du vote africain à l'ONU**

En appelant à accroître la place de l'Afrique dans les institutions internationales, la Chine cherche plutôt à développer un réseau d'alliés pour maintenir un vivier de partenaires susceptibles de contrebalancer l'influence des puissances concurrentes. La perspective de l'élargissement du conseil de sécurité de l'ONU a déjà donné un avant goût avec le duel diplomatique engagé par la Chine et le Japon en Afrique. Pékin apprécie tout le poids des voix africaines qui lui ont permis en 1971 de retrouver son siège de membre permanent au conseil de sécurité de l'ONU, au détriment de Taiwan.

La récente nomination d'une Chinoise à la tête de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) est venue rappeler l'importance du vote des 48 pays africains, représentant 25% des voix aux Nations Unies. Au demeurant, il n'est pas exclu que la division des pays africains s'accroisse au niveau des instances internationales autour des questions liées aux droits de l'homme par exemple, un domaine où Pékin excelle dans l'immobilisme. En outre, même si la question taïwanaise n'est plus au centre de son action en Afrique, Pékin, à la faveur de sa réussite économique, use désormais de la diplomatie du portefeuille pour isoler Taiwan, avec une certaine réussite.

Après le rétablissement des rapports diplomatiques du Sénégal avec la RPC en 2004, il ne reste plus que quatre(4) pays africains (Burkina Faso, Gambie, Sao Tome et Principe,

Tchad) sur 53 à soutenir Taipei. L'opportunisme de certains Etats africains aidant, la série Taipei-Pékin est loin de connaître son épilogue et entraînera, à coup sûr, une accentuation de la division du continent dans les instances internationales.

Au total, la non-ingérence chinoise élevée au rang de principe immuable menace dangereusement l'avenir politique du continent africain. Comme le fait remarquer Valérie Niquet, «*Pékin utilise de sa condition de membre du conseil de sécurité de l'ONU pour offrir des garanties politiques à des régimes corrompus. La Chine a beau jouer sur la fibre tiers-mondiste, cette pratique rappelle les stratégies que les pays occidentaux avaient mises en place juste après la décolonisation ; elle retarde les évolutions démocratiques nécessaires en Afrique.*<sup>5</sup>»

## **Section 2 : Les perspectives économiques : opportunités ou périls ?**

Même si en apparence les nouvelles relations sino-africaines sont porteuses d'opportunités économiques pour le continent, il n'en demeure pas moins qu'elles ne garantissent pas un développement économique viable et surtout, elles présentent de réels risques de déstructuration du tissu industriel embryonnaire des pays africains.

### **§1 Les opportunités économiques**

#### **A. Si le développement venait de l'Orient ?**

La pénétration économique de Pékin s'accompagne de la promotion du modèle chinois basée sur l'idée d'une compatibilité sino-africaine, presque naturelle. En effet, à côté du passé d'humiliation et de privatisation jugé commun, la Chine insiste sur la nécessaire complémentarité sino-africaine. Au cours de sa visite au Nigeria, en avril 2006, le Président Hu Jintao n'a pas manqué de la mettre en évidence devant les parlementaires en déclarant:

---

<sup>5</sup> Valérie Niquet, interview donné au journal *Expansion*, 1<sup>o</sup> décembre 2006

« *l'Afrique a de riches ressources et un grand potentiel de marché, tandis que la Chine a accumulé dans sa modernisation une expérience profitable et des techniques pratiques. La coopération sino-africaine a donc de vastes perspectives.* » L'argumentaire chinois repose sur l'adaptation des techniques chinoises au substrat social et économique des pays africains, en raison de leur simplicité et de leur rusticité. Cette vision ne manque pas de faire des émules au point que certains pensent que le partenariat sino-africain offre des perspectives de développement réel à l'Afrique. De plus, « *l'autoritarisme politique doublé d'une ouverture économique, source de croissance* <sup>6</sup> » ne laisse pas indifférents les dirigeants africains.

La Chine se plaît à rappeler qu'elle est le plus grand pays en développement et que l'Afrique représente le plus vaste ensemble en développement. A ce titre, et selon toute vraisemblance, la complémentarité va de soi. Pékin a besoin des matières premières du continent africain pour soutenir sa croissance, tandis que l'Afrique est à la recherche de capitaux, de produits et du savoir-faire chinois. Cette vision s'est traduite du côté de Pékin par une revalorisation de l'aide au développement à l'Afrique grâce à une approche multidimensionnelle allant de l'assistance technique, aux prêts et crédits sans intérêts, en passant par les réalisations à caractère social.

Ces opportunités se mesurent d'abord par l'amélioration de la croissance dans certains pays, puis au niveau de l'aide au développement et des perspectives économiques entrouvertes.

## **B. Le commerce chinois facteur de croissance**

Les effets positifs de la présence chinoise en Afrique découlent avant tout de la hausse de la demande en matières premières et donc de leur prix de vente. A titre d'exemple, la demande chinoise d'acier a augmenté de 20% entre 1992 et 2002, alors que la hausse moyenne mondiale n'était que de 4%. Certains Etats ont vu leur croissance augmenter du fait du commerce sino-africain. Ainsi le Nigeria et l'Algérie ont connu un taux de croissance respectivement de plus de 6,8% et de 10%. L'Afrique connaît aujourd'hui son taux de croissance le plus élevé (environ 6% en 2006) grâce en partie au dynamisme de la présence chinoise. Les échanges commerciaux sino-africains ont connu une ascension fulgurante ces dernières années, avec une hausse de plus de 535% depuis 1995. Pékin est devenu le troisième partenaire commercial de l'Afrique, après la France et les Etats-Unis. Plus de 800 entreprises

---

<sup>6</sup> Pierre Antoine Braud, op.cit. p.21

chinoises sont implantées en Afrique et la Chine importe pour 30 % de son pétrole du continent africain. Dans le domaine de l'aide au développement, les crédits et prêts chinois se chiffrent à 5 milliards de dollars d'ici 2009, sans compter la signature en marge du troisième sommet sino-africain, de 16 accords commerciaux entre 12 entreprises chinoises et 10 pays africains portant sur une valeur de 1,9 milliards de dollars.

### **C. Une aide publique variée et un partenariat moteur du développement**

Dans le domaine de l'aide publique, le ton a déjà été donné par le Président chinois, Hu Jintao qui, lors de sa tournée africaine de 2004, avait promis une coopération économique tournée vers les infrastructures, l'agriculture et le développement des ressources humaines.

Les mesures envisagées par le sommet sino-africain de novembre 2006 laissent penser que la Chine est engagée dans la réalisation de ces promesses en Afrique. En effet, elle envisage d'y envoyer 100 ingénieurs agronomes supérieurs, de créer 10 centres-pilotes agricoles, de construire 30 hôpitaux, et d'offrir à titre gratuit 300 millions de yuans pour lutter contre le paludisme au cours des trois prochaines années.

Pour l'éducation, Pékin envisagerait d'envoyer 300 jeunes volontaires chinois pour aider à créer 100 écoles rurales en Afrique et porter de 2000 à 4000 le nombre des bourses accordées par an par le gouvernement chinois aux étudiants africains.

Dans le domaine des perspectives économiques susceptibles de représenter un réel enjeu de développement, il convient de noter que l'augmentation des coûts de transport maritime pourrait progressivement amener la Chine à favoriser la création d'une industrie de transformation des matières premières (bauxite et le fer) sur le continent. Il s'y ajoute que la signature des Accords de Partenariats Economiques (APE) entre les structures régionales africaines et l'UE inclinerait les industriels chinois à produire à l'intérieur de ces régions pour accéder au marché européen et à profiter ainsi de la proximité géographique.

Enfin, l'amorce d'une coopération technologique inciterait à penser qu'un transfert de savoir-faire chinois contribuerait à accélérer le développement de certains secteurs, notamment agricole et industriel. Bref, le partenariat stratégique est vécu par plusieurs dirigeants africains comme une opportunité économique. Dans un contexte de fermeture du

marché européen, l'Asie, et la Chine en particulier, représentent une alternative. Certains observateurs y voient même un nouveau moyen de redonner à l'Afrique un enjeu stratégique, en renforçant ainsi son pouvoir de négociation grâce à la diversité des interlocuteurs. Le Président Olesgun Obasanjo du Nigeria, admiratif devant l'avenir des relations sino-africaines n'a pas manqué de s'exclamer en ces termes: « *nous souhaiterions que la Chine dirige le monde et quand ce sera le cas, nous voulons être juste derrière vous. Quand vous allez sur la lune, nous ne voulons pas être laissés derrière* ».

## **§2. Les périls économiques de la présence chinoise**

Derrière les chiffres et les promesses de l'offensive chinoise, il y a lieu de s'interroger sur l'avenir économique du continent à la lumière des tendances qui se dégagent dans plusieurs domaines. Tout d'abord, la présence économique chinoise connaît des limites au niveau de la génération d'un cadre structurel africain favorable à la croissance, et s'inscrivant dans les schémas d'intégration en cours. Ensuite, les mécanismes du partenariat rappellent à bien des égards le déséquilibre commercial qui a toujours caractérisé les échanges entre l'Afrique et ses anciennes puissances coloniales. Enfin, la présence chinoise n'est pas toujours synonyme de créations de richesses du fait des procédés en vigueur.

### **A. L'absence d'un cadre structuré de développement**

Le premier péril induit par la présence chinoise en Afrique découle de l'absence d'un cadre structuré propre à assurer dans la durée une rentabilité aux investissements. En effet, en mettant en avant le principe de non-ingérence et la culture du bilatéralisme, la Chine tourne indirectement le dos aux initiatives collectives comme le NEPAD qui a clairement établi la nécessité d'insérer les gros investissements sur le continent africain, dans des projets collectifs et complémentaires. Par exemple, dans le domaine du développement des infrastructures, les investissements chinois sont généralement tournés vers la construction d'un réseau de communications (routes, chemins de fer, oléoduc) seulement utile à l'extraction et à l'acheminement du pétrole ou des matières premières (cas du Soudan) et souvent déconnecté du projet d'intégration envisagé par les experts du NEPAD. Comme le souligne à juste titre Yves Ekoué Amaizo « *Si l'UA et les gouvernements africains ne se décident pas à dresser une carte exhaustive des actions multidimensionnelles de la Chine en Afrique, ils auront*

*laissé l'essentiel de leur coopération avec la Chine s'opérer sans stratégie d'ensemble<sup>7</sup> ».* Cette mise en garde rejoint celle du président de la commission de l'UA, Alpha Oumar Konaré, qui n'a pas manqué de faire part de ses inquiétudes, au lendemain du sommet de Pékin de 2006, quant à la capacité de l'Afrique à tirer un grand profit du partenariat avec la Chine sous la seule bannière du bilatéralisme.

A ce manque de vision stratégique, s'ajoute la tendance à encourager la mal gouvernance économique par l'apport d'investissements sans aucune condition. Une telle attitude, outre qu'elle favorise l'émergence de pratiques clientélistes, freine l'arrivée d'autres investisseurs potentiels et retarde, de fait, l'avènement d'un environnement des affaires propice à la croissance des économies africaines.

## **B. La persistance de la détérioration des termes de l'échange**

Dans le domaine des échanges commerciaux, le partenariat sino-africain est dominé par l'inégalité des échanges. Il s'avère que la Chine importe essentiellement des matières premières du continent et ne favorise pas la diversification des exportations africaines. Au contraire, elle inonde le marché africain de produits manufacturés et concurrence même l'industrie locale. Dans le domaine textile par exemple, l'industrie sud-africaine a été ébranlée par les produits chinois au point que les entrepreneurs locaux réclament des mesures de protection pour faire face aux pratiques de dumping chinois.

Au cours de sa récente visite dans ce pays en janvier-février 2007, le Président Hu Jintao a pu mesurer le climat antichinois véhiculé par les organisations patronales et syndicales. Depuis le démantèlement des accords multifibres en 2005, toute l'industrie textile du continent est menacée; les firmes chinoises dans ce domaine ne peuvent être concurrencées par les entreprises africaines et il est à craindre un déclin prochain de l'industrie textile au Maroc(45% de l'emploi industriel), en Tunisie, à Madagascar(30% des salariés du secteur industriel) et dans de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest producteurs de coton ; une situation porteuse, très probablement, de chômage et de tensions sociales.

---

<sup>7</sup> Yves Ekoué Amaizo, « Pour une nouvelle coopération Afrique-Chine : des erreurs à ne plus reproduire », article en ligne [www.afrology.com/eco/amazoi\\_chinafric.html](http://www.afrology.com/eco/amazoi_chinafric.html), avril 2006

Outre le démantèlement de tissu industriel embryonnaire, les exportations chinoises de produits manufacturés en Afrique étouffent les Petites et Moyennes Entreprises(PME) ainsi que de larges secteurs de l'économie informelle. Au Sénégal, l'Union Nationale des Commerçants et Industriels (UNACOIS) a manifesté à plusieurs reprises, en 2004 et 2005, pour dénoncer la concurrence déloyale chinoise. Les mêmes récriminations sont perceptibles en Afrique du Sud, en Guinée équatoriale, au Zimbabwe et en Zambie où le sujet a occupé une partie du débat lors de l'élection présidentielle, amenant même certains candidats à promettre l'expulsion pure et simple des hommes d'affaires chinois du pays.

Le déséquilibre de la balance commerciale des pays africains (sauf pour les pays producteurs de pétrole), évoque la situation des années 70, années durant lesquelles l'économie africaine était réduite à une économie de rente dont les revenus épars n'étaient pas orientés à l'édification d'une industrie et à l'amélioration des conditions socio-économiques des populations. « *La Chine apparaît donc en Afrique comme essentiellement prédatrice, selon le modèle hier mis en œuvre par les puissances coloniales. [Une] stratégie...qui permet aux régimes les plus contestables de la région de reconstituer une économie de rente fondée sur l'exploitation massive des ressources naturelles, sans réel transfert de richesse ou de savoir-faire vers les populations locales*<sup>8</sup>. »

### **C. Un partenariat non générateur de richesses**

Le partenariat chinois n'est pas générateur de croissance durable et de richesses en raison des procédés généralement mis en œuvre dans les investissements. De fait, outre le constat que ces derniers sont essentiellement tournés vers l'exploitation des matières premières, la Chine se singularise par sa propension à ne pas créer d'emplois en Afrique. Dans les grands travaux comme la construction des infrastructures, Pékin n'hésite pas à importer de la main d'œuvre chinoise et sous traite rarement avec les entreprises locales<sup>9</sup>. Cette capacité à bénéficier d'une main d'œuvre à bon marché rend les entreprises chinoises beaucoup plus compétitives que leurs homologues du secteur privé africain. Par ailleurs, les investissements chinois ne s'accompagnant d'aucun transfert de technologie pour les

---

<sup>8</sup> Valérie Niquet, « la stratégie africaine de la Chine », op. cit. pp.373

<sup>9</sup> Les Chinois se défendent en invoquant le manque de qualification de la main d'œuvre locale et les contraintes de délais de livraison. Il y a également, de leur part, une volonté de contourner les entraves d'ordre syndical. Entretien avec M Lionel Vairon, 12 février 2007.

entreprises locales africaines, il est difficile pour ces dernières de développer des capacités productives endogènes, seules sources de création de richesses durables.

Enfin, la politique de subventions mise en place par Pékin bouleverse très souvent le cadre institutionnel conçu par les institutions financières internationales au point que certains comme Paul Wolfowitz, le président de la BM, prédisent le ré-endettement du continent africain par le biais des aides chinoises.

Le partenariat stratégique sino-africain présente donc de nombreux écueils dans le domaine économique et ne garantit pas une croissance durable pour la plupart des économies africaines comme le constate Moeletsi Mbeki, vice-président de l'Institut sud-africain des affaires étrangères de l'université de Witwatersrand, à Johannesburg : « *En échange des matières premières que nous leur vendons, nous achetons leurs produits manufacturés(...), N'assiste-t-on pas à la répétition d'une vieille histoire ?*<sup>10</sup>

## **CHAPITRE II : QUEL AVENIR POUR LA PAIX ET LA SECURITE EN AFRIQUE ?**

La présence chinoise en Afrique se déroule dans un contexte géopolitique porteur de risques réels pour l'avenir de la sécurité du continent. En effet, d'une part l'importance des investissements consentis par la Chine à travers plusieurs pays africains, notamment dans le secteur pétrolier, pourrait se traduire concrètement sur le plan de la sécurité par un engagement plus marqué de Pékin. D'autre part, l'offensive chinoise est en voie de relancer les rivalités de Pékin avec les autres puissances concurrentes, en l'occurrence les Etats-Unis et les anciennes métropoles coloniales, dont la France.

### **Section 1. Le poker pétrolier : facteur de déstabilisation**

---

<sup>10</sup> Jean-Christophe Servant, « La Chine à l'assaut du marché africain » op. cit.p.5



La boulimie pétrolière chinoise est un facteur susceptible d'attiser les rivalités politiques dans un continent africain connu pour la fragilité de ses structures politiques et économiques. En consentant des investissements colossaux en Afrique, dans des pays souvent instables, il est légitime de s'interroger jusqu'à quand la Chine respectera scrupuleusement le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats africains. L'attitude de Pékin au Tchad, en Angola, en Cote d'Ivoire et au Soudan laisse croire que la Chine n'hésiterait pas dans un proche avenir à intervenir militairement ou à encourager des initiatives armées en Afrique pour sécuriser ses investissements.

### **§1. Une présence de plus en plus ouverte dans les zones de conflit**

Au Tchad, nouveau pays pétrolier convoité par Pékin malgré ses relations diplomatiques avec Taiwan, la crise institutionnelle progressive a connu son paroxysme en 2006 avec la crise au Darfour et les offensives répétées des mouvements rebelles. La montée des mouvements d'opposition armée s'est traduite par de nombreuses attaques visant à renverser le pouvoir du Président Idriss Deby.

En janvier 2006, l'un des chefs de file de l'opposition a été reçu à Pékin, alimentant les soupçons d'une aide chinoise à son combat. Ndjamenà n'hésite plus à dénoncer l'aide militaire chinoise accordée au Rassemblement pour la Démocratie et la Liberté de Mahamat Nour, depuis les dernières attaques de novembre et décembre 2006. La Chine est accusée d'être de connivence avec le Soudan pour accélérer la chute du Président Idriss Deby et procéder à une nouvelle redistribution des cartes pétrolières.

En Angola, pays à peine sorti d'une longue guerre civile en 1997, la Chine s'est engagée dans une vaste opération de charme qui inquiète les observateurs. Elle se substitue au FMI et à la BM pour accorder des prêts préférentiels à ce pays en échange de son pétrole. Elle est accusée par l'opposition politique de financer la campagne électorale du parti au pouvoir, le MPLA. Sans préjuger de l'avenir des prochaines élections, initialement prévues à l'autonome 2006 mais encore repoussées jusqu'en 2008-2009, il n'est pas exclu que ce pays en reconstruction ne retombe dans les démons de la violence du fait de la capacité de la classe dirigeante à se soustraire aux critiques et à l'arbitrage de la communauté internationale grâce à la manne chinoise.

Enfin, en Côte d’Ivoire, même si le pays ne présente pas un grand intérêt immédiat sur le plan énergétique, la Chine profite de la crise actuelle pour s’implanter durablement. En plus du soutien militaire qu’elle accorde à ce pays en guerre civile depuis 2002, la Chine apporte un appui diplomatique aux autorités ivoiriennes. Ainsi, suite aux bombardements du camp militaire français de Bouaké, en novembre 2004, le Conseil de sécurité de l’ONU, par la résolution 1572, a décrété un embargo sur les armes ainsi que des sanctions contre les personnes reconnues coupables « de violations graves des droits de l’homme et du droit international humanitaire en Côte d’Ivoire ».

En février 2006, après les attaques des partisans du Président Laurent Gbagbo contre les forces onusiennes, le Conseil de sécurité a décidé de sanctionner les instigateurs de ces violences par le gel de leurs avoirs et l’interdiction de voyage. Tout en approuvant la résolution de l’ONU, Pékin a quand même réussi à faire enlever de la liste l’épouse du président Simone Gbagbo dont les positions extrémistes sont pourtant bien connues. Jusqu’où le soutien militaire chinois continuera-t-il d’alimenter un conflit qui menace à long terme toute la sous-région ouest africaine ?

## **§2. Vers une sécurisation militaire directe des investissements pétroliers ?**

Au Soudan, devant les risques de sabotage et d’attaque des infrastructures pétrolières au Sud du pays par les mouvements rebelles en 2000, le gouvernement n’a pas lésiné sur les moyens à travers une véritable politique de terreur et de déplacement forcé des populations *Dinka* et *Nuers* vivant à proximité des gisements. Ces méthodes employées pour créer un périmètre de sécurité ont multiplié les exodes massifs de population et alimenté les tensions dans le sud du pays.

Le besoin de sécurité autour des puits pétroliers a transformé littéralement cette partie du pays en un immense « *far west* » où se côtoient de multiples forces de sécurité. Si certaines compagnies ont recours aux structures privées telle *Executive Outcomes*, d’autres comme la *China Petroleum Engineering and Construction Group* font officiellement appel aux forces armées gouvernementales. Toutefois, souligne Jennifer Hery, « *la population locale soutient*

*que les travailleurs chinois sont armés et semblent prompts à faire usage de leurs armes.<sup>11</sup> »*

Dans une de ses livraisons d'août 2000, le quotidien britannique le *Daily Telegraph* accusait la Chine d'être prête à envoyer des contingents de soldats au Soudan pour sécuriser ses investissements pétroliers. Cette accusation faisait suite à la capture d'un groupe de chinois par les rebelles de l'Armée de Libération des Peuples du Sud Soudan (SPLA) au cours des combats contre les forces gouvernementales. Pire, d'après un Rapport d'*Amnesty International*,<sup>12</sup> les travailleurs de l'oléoduc de la GNPOC auraient bénéficié de la protection de combattants afghans et malais liés à des réseaux terroristes internationaux.

En somme, la présence chinoise s'accompagne souvent d'une facilité de réarmement des pays et d'une exacerbation des tensions liées à l'enjeu pétrolier. Elle charrie des risques de sécurité évidents, notamment le développement de zones de non droit ou régentées par la seule loi de la sécurisation des investissements pétroliers.

## **Section 2. Vers une relance des rivalités entre grandes puissances ?**

Naturellement, l'essor de la diplomatie chinoise en Afrique ne va pas sans relancer la rivalité sourde entre puissances en cette ère de reconfiguration des postures géopolitiques. Contrairement à certaines prévisions qui reléguent le continent au rang des espaces dénués de tout enjeu géopolitique majeur, le Commissaire européen Louis Michel avertit en des termes non-équivoques: *« C'est un fait, en peu de temps l'Afrique est devenue un continent convoité, car stratégiquement importante. L'Afrique compte aujourd'hui. Premièrement, l'Afrique compte en termes de sources d'énergie. L'énergie en provenance de l'Afrique joue un rôle croissant dans la sécurité énergétique de tous les grands consommateurs mondiaux, tels les Etats-Unis, l'Europe et la Chine<sup>13</sup>. »*

---

<sup>11</sup> Jennifer Héry, « le Soudan entre pétrole et guerre civile », *Harmattan*, 20003 p40-41

<sup>12</sup> Rapport Amnesty International, « *The Human Price of Oil* », Mai 2001

<sup>13</sup> Louis Michel, Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire, « *Il est temps de remettre l'Afrique au centre de la politique extérieure européenne* », Conférence publique sur la Stratégie Afrique, Berlin, le 28 novembre 2006

Au delà de la remise en cause du modèle de développement occidental, le partenariat sino-africain pourrait déboucher sur un nouveau transfert des rivalités de puissance sur le continent africain. Cette hypothèse est fondée avant tout par le regard, de plus en plus critique, jeté par Washington sur l'expansion de la diplomatie chinoise à travers le monde, en Afrique singulièrement. Il s'y ajoute que la France, même si elle ne réagit pas encore officiellement à la percée chinoise, commence à manifester une certaine inquiétude quant au maintien de ses relations privilégiées avec ses anciennes colonies. Enfin, d'une manière générale, l'Union Européenne n'entend pas être en reste en raison de l'intérêt qu'elle accorde à la guerre énergétique latente qui se développe à travers le monde.

### **§1. Le partenariat face aux intérêts des Etats Unis**

Même si la Chine s'efforce de mener un « développement pacifique » sous la bannière des « quatre non » du Président Hu Jintao (non à l'hégémonisme, non à la politique de la force, non à une politique des blocs, non à la course aux armements) en évitant toute forme de confrontation avec les puissances concurrentes, en particulier les Etats-Unis, il convient de reconnaître que sa nouvelle diplomatie commence à retenir l'attention des dirigeants américains.

Dans le document portant sur la stratégie de sécurité nationale publié en 2006, l'administration américaine exprime ouvertement ses craintes en ses termes : « *ils (les chinois) développent le commerce, mais agissent comme s'ils pouvaient en quelque sorte verrouiller l'approvisionnement énergétique de par le monde ou chercher à diriger les marchés plutôt qu'à les ouvrir, comme s'ils pouvaient appliquer un mercantilisme d'une époque discréditée et soutenir des pays riches en ressources naturelles sans tenir compte des écarts de conduite de ces régimes en matière de politique intérieure ou de leur mauvaise conduite à l'étranger* ». Cette critique met en relief l'émergence de la Chine comme un acteur significatif sur la scène économique mondiale, avec sa demande apparemment inépuisable de matières premières. Elle souligne également le défi de taille pour les États-Unis qui comptent également sur l'Afrique pour les approvisionner dans beaucoup de ces secteurs.

A côté de ses griefs d'ordre économique, Washington dans sa lutte contre le terrorisme pourrait vite se retrouver en conflit ouvert avec Pékin, plus précisément dans certaines parties du continent. En effet, l'appui diplomatique apporté par Pékin à certains régimes en délicatesse avec la communauté internationale favorise le développement de zones de

non droit propices à l'installation de groupes terroristes. Le Soudan qui s'est singularisé de par le passé comme un sanctuaire de terroristes musulmans est souvent accusé d'abriter des combattants d'origine islamique (Afghans, Malais, Saoudiens etc...). Cette situation entre en conflit avec la nouvelle vision stratégique antiterroriste des Etats-Unis. En effet, le projet du « Grand Moyen Orient » dressé par Washington concerne curieusement plusieurs pays pétroliers africains (Mauritanie, Mali, Algérie, Soudan etc...) ayant des relations commerciales avec la Chine.

Ce projet qui va de la Mauritanie au Pakistan consacrerait, en cas de succès, la mainmise par les Etats-Unis d'une zone recelant 65% des réserves pétrolières mondiales. Un tel contrôle placerait les Etats-Unis dans une position favorable par rapport à la Chine qui, consciente du danger, semble prendre les devants en accélérant son implantation en Afrique. Dans sa lutte contre le terrorisme, il s'agit pour l'administration américaine de faire du Grand Moyen Orient une zone pacifique et fermée à toute liberté d'action des groupes armés incontrôlés.

Comme l'a souligné Brett Schaefer, spécialiste des questions de réglementation à l'«Heritage Foundation» de Washington, lors d'une conférence tenue le 7 mars 2006, sur l'influence grandissante de la Chine en Afrique et en Amérique latine : *«véritable champ de bataille de la guerre contre le terrorisme, l'Afrique subsaharienne est de plus en plus vulnérable face à l'extrémisme islamique, qui essaie d'étendre son influence à travers le Sahel et l'Afrique de l'Est. »*

Il en découle que les crises politiques et humanitaires qui sévissent en Afrique, par exemple la situation dans la province soudanaise du Darfour, intéressent particulièrement les Etats-Unis d'abord pour des motifs humanitaires, mais ensuite et surtout en raison d'intérêts stratégiques. La création d'un commandement américain en Afrique annoncée pour septembre 2008 montre que les Etats-Unis sont résolument décidés à porter leur stratégie anti-terroriste dans des zones « sous protection chinoise ».

L'avenir des relations sino-américaines pourrait connaître un tournant décisif en Afrique, à la lumière de cette analyse de Drew Thompson: *« les Etats-Unis pourraient voir en la Chine un concurrent et s'intéresser de plus en plus au développement progressif des sphères d'influence chinoises. Dans le même temps, la Chine pourrait interpréter les efforts*

*américains pour promouvoir la stabilité et la démocratie en Afrique comme des entraves à l'accès aux matières premières et une volonté de freiner son prétendu développement pacifique*<sup>14</sup>. » [C'est nous qui traduisons].

## **§2. Quelles réactions attendre de la France et de l'UE ?**

Du côté de la France, le partenariat sino-africain ne laisse plus insensible. Un rapport de 200 pages consacré à la pénétration chinoise, publié en janvier 2006 par le cabinet BD-consultants, conclut à la nécessité de prendre des mesures vigoureuses pour sauver la politique africaine de la France. Après avoir pointé du doigt le dynamisme économique chinois en Afrique, le rapport mentionne que « *l'efficacité chinoise contraste avec une relative passivité française (...). Sans une vigoureuse réaction visant à remuscler et redynamiser les diverses facettes de notre présence, la Chine occupera vraisemblablement une place plus importante sur la scène africaine que la France.* »

Cette sentence sans équivoque annonce des mesures hardies qui ne seront pas sans susciter une rivalité franco-chinoise au niveau de continent, surtout dans les pays où les intérêts pétroliers français sont aujourd'hui menacés par la percée chinoise. En effet, les firmes pétrolières françaises Total et Elf sont de plus en plus concurrencées par leurs homologues chinois au Gabon, au Congo. Le Gabon, dont plus de 80% du bois est exporté en Chine, est passé en l'espace d'une décennie au rang de deuxième client de la Chine. Le Congo a conclu en mars 2005 avec la société pétrolière chinoise *Sinopec* un accord d'exploitation de deux blocs off-shore.

Sur fond de rivalités économiques, il n'est pas exclu que la concurrence entre firmes chinoises et françaises débouche sur une remise en cause de la fragile stabilité de ces deux pays. De par le passé, la firme française ELF a été accusée d'avoir financé des factions rebelles pour renverser en 1998 le gouvernement du Président Pascal Lissouba au Congo, peu favorable à l'époque à leurs intérêts, car encourageant l'arrivée de nouveaux investisseurs tels Occidental Petroleum, Shell ou Exxon. La volonté chinoise d'ancrer sa présence en Afrique

---

<sup>14</sup> Drew Thompson, "Economic growth and soft power: China's Africa strategy": Volume 4, publié par la Foundation Jamestown; Décembre 2004

centrale pourrait à long terme se traduire par un soutien à une faction armée plus sensible à son expansion.

Au Gabon, les intérêts financiers français qui pourraient constituer des leviers pour assurer la stabilité et la démocratisation du régime d'Omar Bongo, sont de plus en plus fragilisés par la percée chinoise. La cour assidue de la Chine à ce dirigeant africain, qui a du reste multiplié ses déplacements à Pékin, laisse penser que ce dernier pourrait se retourner vers la Chine pour faire face à d'éventuelles conditionnalités françaises.

Dans le pré-carré africain, la présence chinoise remet très nettement en cause l'esprit de la Baule sur lequel comptait, en premier, la France pour inscrire ses anciennes colonies sur les chemins de la bonne gouvernance. Force est de constater aujourd'hui qu'une reprise en main de la politique africaine de la France passe par un affrontement ouvert avec le partenariat sino-africain. Cette lutte a déjà commencé dans les instances internationales où la Chine use de toute son influence pour protéger ses alliés économiques contre d'éventuelles sanctions. La durée du conflit ivoirien souligne à quel point la France ne dispose plus à sa guise de leviers dont l'efficacité ne faisait aucun doute dans la gestion des conflits africains.

Dans tous les cas, l'instauration de structures politiques sino-africaines viables inquiète déjà au point que Renaud Delaporte annonce l'échec des ambitions françaises en Afrique en ses termes: « *En plaçant délibérément le sommet sino-africain dans le cadre d'un dialogue sud-sud, la Chine s'impose comme étant la seule puissance capable d'offrir à l'Afrique l'espoir d'une politique de développement réaliste, pragmatique et par conséquent applicable. Elle entérine l'échec de trente-trois ans de politique africaine française*<sup>49</sup>. »

L'UE dont 20% des importations pétrolières proviennent de l'Afrique ne tardera probablement pas à se positionner face à la stratégie chinoise en Afrique. En effet, la perte progressive de concessions pétrolières, le recul des entreprises européennes du BTP vont éventuellement obliger l'UE à envisager l'avenir économique sur le continent lors du prochain sommet euro-africain prévu pour le second semestre 2007. Même si le pétrole africain ne constitue pas un enjeu stratégique pour la majorité de ses membres, il reste que la guerre du gaz de décembre 2005 livrée par la Russie (qui fournit 25% du gaz et 42% du pétrole à l'UE) incite à s'intéresser à d'autres sources d'approvisionnement, dont l'Afrique.

---

<sup>49</sup> Renaud Delaporte, op.cit. p.30

Enfin, au moment où l'UE entend insuffler un nouveau dynamisme à sa coopération avec l'Afrique par la promotion d'une démarche multilatérale<sup>50</sup> la Chine acceptera-t-elle de la rejoindre autour du « partenariat de valeurs » dont parle Louis Michel, Commissaire Européen au Développement et à l'Aide humanitaire ?

## CONCLUSION

La fin de la guerre froide et la reconfiguration des rapports de puissance ont entraîné la RPC dans l'élaboration d'une stratégie d'expansion et d'affirmation originale. Alors que jusque là, la compétition militaire semblait être le garant de la puissance des Etats, Pékin a inauguré une nouvelle phase d'affirmation centrée sur le concept de développement pacifique. L'objectif ultime est de participer à l'émergence d'un monde multipolaire dont la Chine occuperait, un jour, une des toutes premières places et non nécessairement la tête. Pour atteindre cet objectif et dans le souci d'éviter toute confrontation (avec les Etats-Unis en particulier) susceptible de compromettre son rayonnement, la Chine se déploie selon une «diplomatie asymétrique» où les relations économiques bilatérales occupent une place centrale.

Multipliant les succès économiques depuis l'application de la réforme initiée par Deng Xiaoping en 1978, la Chine n'a pas mis beaucoup de temps pour comprendre que le maintien de sa place dans le monde est intimement lié à sa capacité de diversifier et de sécuriser ses

---

<sup>50</sup> Louis Michel, Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire « *Il est temps de remettre l'Afrique au centre de la politique extérieure européenne* » op. cit.



sources d'approvisionnement énergétiques. C'est dans un tel contexte que Pékin, après une période de léthargie de plus d'une décennie, a décidé d'initier un partenariat stratégique dynamique avec l'Afrique. Solidement arrimée aux courants des mutations profondes qui caractérisent l'univers post-guerre froide, la Chine s'est lancée dans une dynamique de calibrage de sa diplomatie afin de la mettre au service de ses objectifs stratégiques, dont le plus important demeure la sécurité énergétique.

Le choix de l'Afrique n'est point fortuit car le continent a toujours représenté une pièce maîtresse dans le rayonnement de la Chine. Mieux le partenariat stratégique sino-africain, du côté de Pékin, se veut un modèle éloigné des sentiers battus du colonialisme et de l'exploitation érigés en règle par les anciennes puissances. Cette phraséologie angélique qui caractérise le discours officiel chinois a pourtant du mal à cacher les mutations intrinsèques de la politique africaine de la Chine: les impératifs du marché l'emportent désormais sur le discours militant des années 70.

Au plan économique, même s'il est encore prématuré de parler de péril, les tendances lourdes laissent clairement voir que le modèle de coopération chinois en vigueur n'est pas sans rappeler la politique d'exploitation des matières premières par les puissances occidentales au lendemain des indépendances africaines. En ce sens, il s'apparente à une logique de prédation et ne garantit aucune croissance à long terme des économies africaines. Il est symptomatique que la troisième visite du président chinois en Zambie en février 2007 se soit déroulée sous haute surveillance policière, en raison des risques de manifestations violentes des travailleurs du secteur minier contrôlé par les firmes chinoises. Dans la plupart des capitales africaines, les protestations, contre la concurrence déloyale au secteur privé national et le non-respect des droits syndicaux des entrepreneurs chinois, s'amplifient de jour en jour.

Grosso modo, le tableau économique de la présence chinoise n'affiche pas suffisamment d'indicateurs susceptibles d'en faire une bouée de sauvetage pour les économies africaines à la dérive. Tout au plus, l'offensive chinoise n'offre que l'illusion d'un développement aux pays africains riches en matières premières, en pétrole notamment.

Dans le domaine politique, en plaçant au cœur de sa stratégie le principe de non-ingérence et de neutralité dans ses relations avec les pays africains, la Chine a introduit de

nouveaux paramètres dans l'appréciation de l'avenir politique et économique du continent. Alors que jusque là le décollage économique du continent reposait en grande partie sur l'application de règles de conditionnalités, le partenariat proposé par Pékin est présenté comme une menace directe au processus démocratique enclenché dans la plupart des Etats africains. Les efforts d'intégration soutenus par l'UA et par la communauté internationale se voient ainsi minés par l'alternative offerte par Pékin à des régimes politiques peu enclins à se soumettre aux règles de démocratisation et de bonne gouvernance. Le Soudan, l'Angola et le Zimbabwe constituent le peloton de tête qui, vraisemblablement, ira en s'élargissant au regard de l'indifférence de Pékin aux critiques de sa politique africaine. Malheureusement, dans ce domaine particulier, la Chine n'a pas de leçons à recevoir de l'Occident qui a soutenu et encouragé des régimes décriés sur le continent africain.

Comme le note Lionel Vairon, « *la Chine se trouve dans une situation semblable à celle des anciennes puissances coloniales (...) qui ont apporté leur soutien à des régimes autocratiques (...). L'ingérence dans les affaires de ces Etats était alors la règle, mais nul ne s'en offusquait, et surtout les dirigeants africains qui bénéficiaient en échange de leur soumission d'une rente et d'une impunité confortables*<sup>51</sup>. »

Loin d'assurer le développement de l'Afrique, le partenariat stratégique sino-africain soulève également des interrogations légitimes sur l'avenir de la paix et de la sécurité. Le soutien militaire inconditionnel de Pékin à des régimes politiques décriés, la vente incontrôlée d'armes par les firmes chinoises et les tentatives d'une implication militaire directe de Pékin dans la sécurisation de ses investissements pétroliers sont autant de sujets préoccupants.

A un moment où les puissances occidentales semblent délaisser le continent africain ou n'y ont maintenu qu'un seuil de présence minimale, la Chine a fait montre de sa capacité à assumer son nouveau rôle de puissance émergente. Faisant preuve d'un dynamisme impressionnant, elle a mis en œuvre une stratégie globale pour trouver de nouvelles frontières à ses populations et à son économie. Acteur à part entière de la mondialisation, Pékin a compris le bénéfice qu'il pouvait tirer de l'Afrique en usant d'une des armes les plus redoutables de l'après guerre froide : la puissance économique.

---

<sup>51</sup> Lionel Vairon, *Défis chinois, introduction à une géopolitique de la Chine*, Ellipses 2006. p.97

Cette puissance en œuvre à travers tout le continent n'a pas encore dévoilé toutes ses intentions. Dans tous les cas, au delà des questions qu'elle continue de soulever, elle interpelle l'Afrique sur sa capacité à prendre en charge son destin et à considérer l'aide extérieure, d'où qu'elle vienne, comme un appoint et non le principal pivot de son développement. En effet, plus qu'une entreprise de diabolisation du péril rouge, l'Afrique devrait se mettre en ordre de bataille pour présenter une stratégie d'ensemble au partenaire chinois, et contourner ainsi le bilatéralisme déstructurant de la Chine. C'est par la force de ses propositions politiques, économiques, sociales et sécuritaires qu'elle sera à même de jauger de l'utilité du partenariat gagnant-gagnant proposé par la Chine. Le NEPAD pourrait être le point de départ et le cadre institutionnel de relations multilatérales sino-africaines.

Après l'échec de plusieurs décennies de coopération avec l'Occident, le partenariat sino-africain est peut être un moment historique d'évaluation et de décision pour l'Afrique, de la nouvelle orientation de ses relations avec les partenaires extérieurs au développement. Dans cette perspective, l'un des viatiques les plus sûrs pourrait sans doute éclore de son nouveau contact avec l'Empire du Milieu qui, après plusieurs siècles d'occupation coloniale, semble avoir définitivement tourné le dos à l'idéologie qui a toujours nourri sa politique extérieure au profit du réalisme et du pragmatisme, les nouveaux paradigmes de la diplomatie chinoise à l'échelle mondiale.

## **TABLE DES ANNEXES**

ANNEXE I: Appui de la Chine aux mouvements insurrectionnels (1949-1987)

ANNEXE II: Prévision de la dépendance pétrolière   l'horizon 2030

ANNEXE III: Principales visites officielles chinoises en Afrique (1963-2006)

ANNEXE IV: Extraits des résolutions du sommet sino-africain de novembre 2006

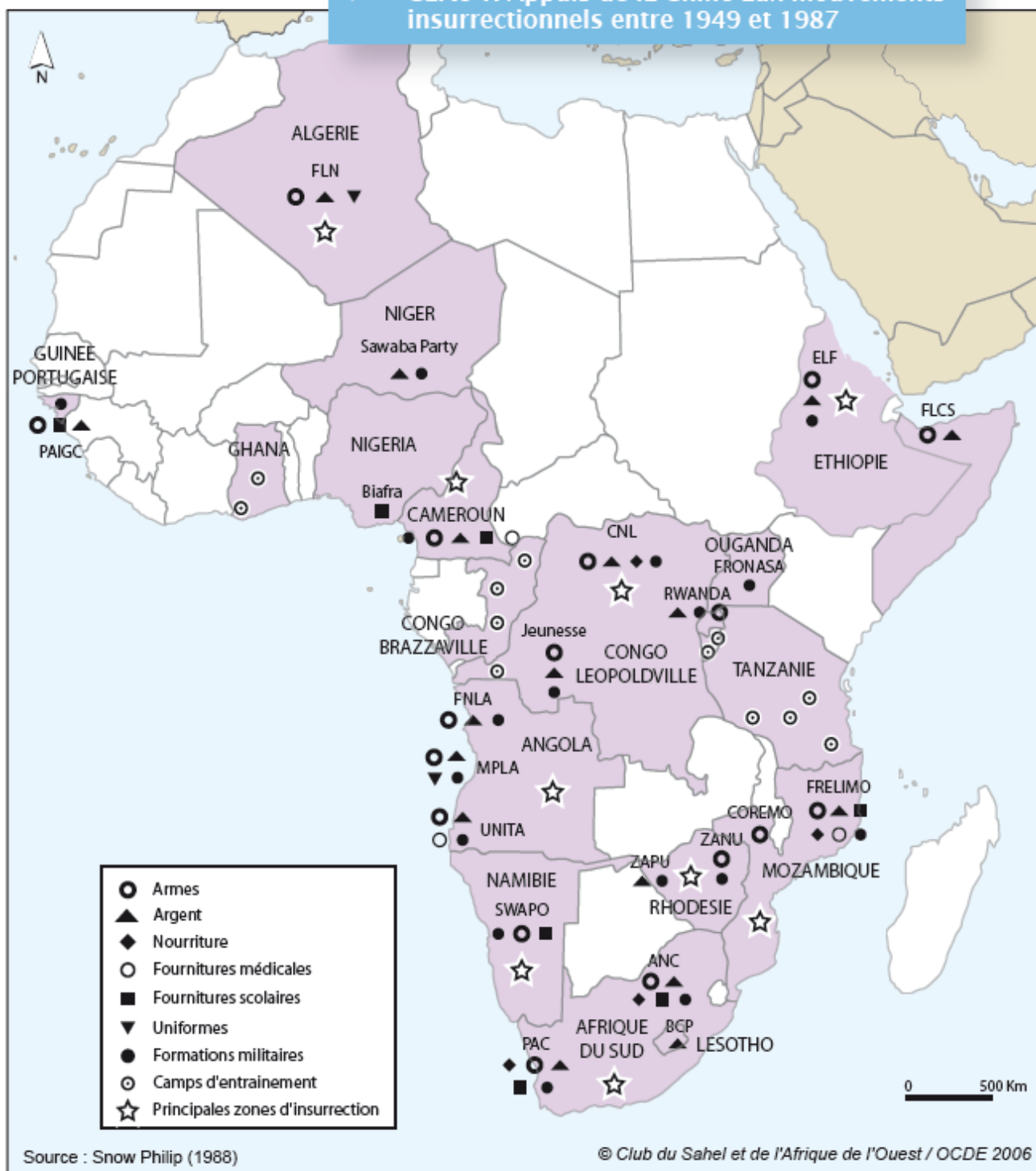
ANNEXE V: Principales importations chinoises de l'Afrique(2005)

ANNEXE VI: Principales exportations chinoises en Afrique(2005)

ANNEXE VII: Population chinoise dans quelques pays d'Afrique

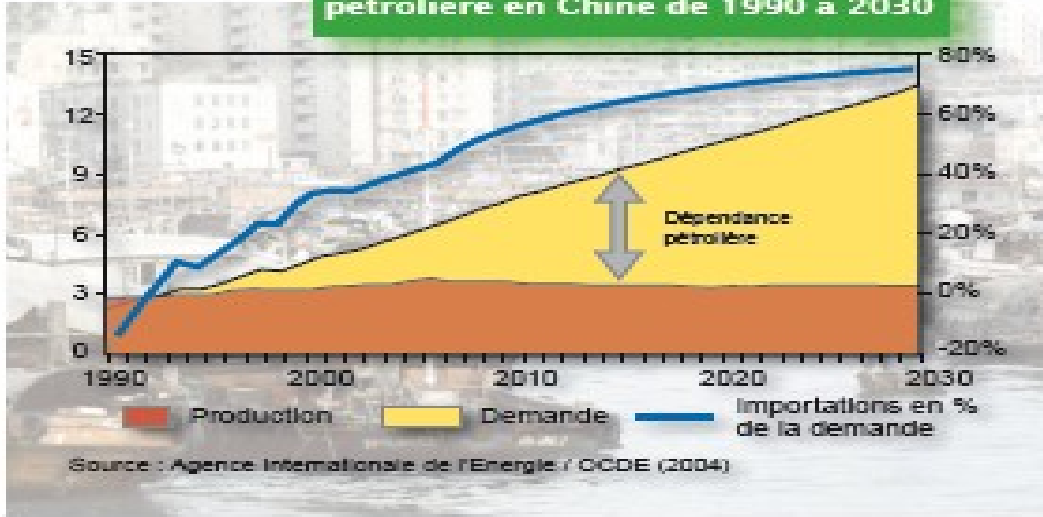
**ANNEXE I: Appui de la Chine aux mouvements insurrectionnels (1949-1987)**

Carte 1. Appuis de la Chine aux mouvements insurrectionnels entre 1949 et 1987

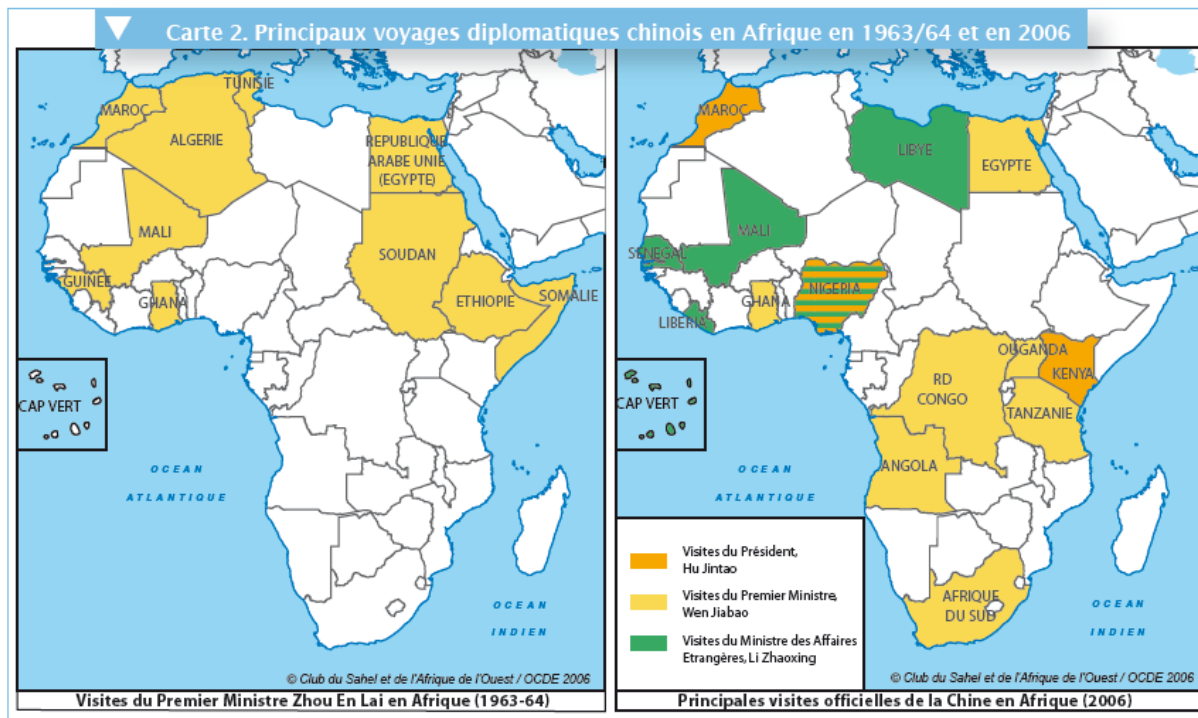


ANNEXE II : Prévision de la dépendance pétrolière à l'horizon 2030

**Graphique 4. La dépendance pétrolière en Chine de 1990 à 2030**



**ANNEXE III: Principales visites officielles chinoises en Afrique**



ANNEXE IV: Extraits des résolutions du sommet sino-africain de novembre 2006

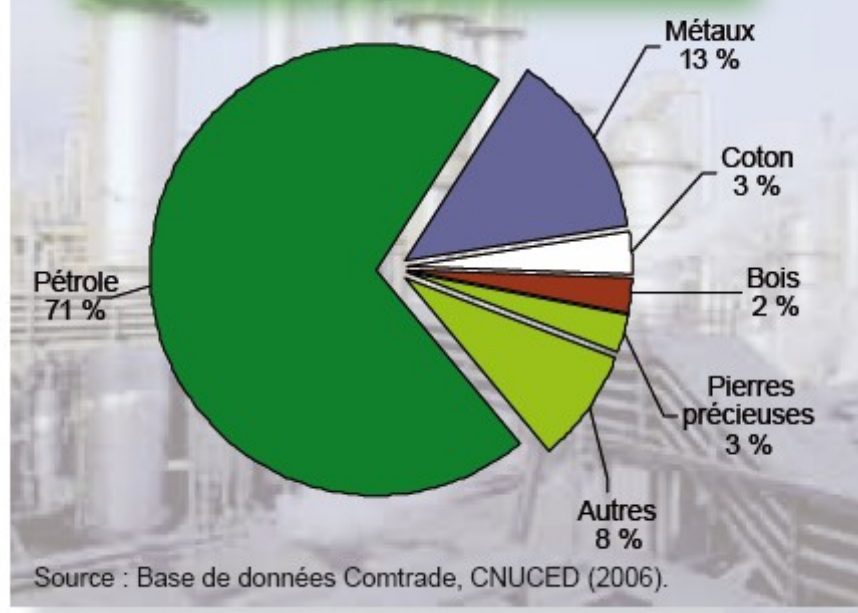


Pour faire progresser le nouveau partenariat stratégique sino-africain (...), le gouvernement chinois envisage de prendre huit mesures suivantes :

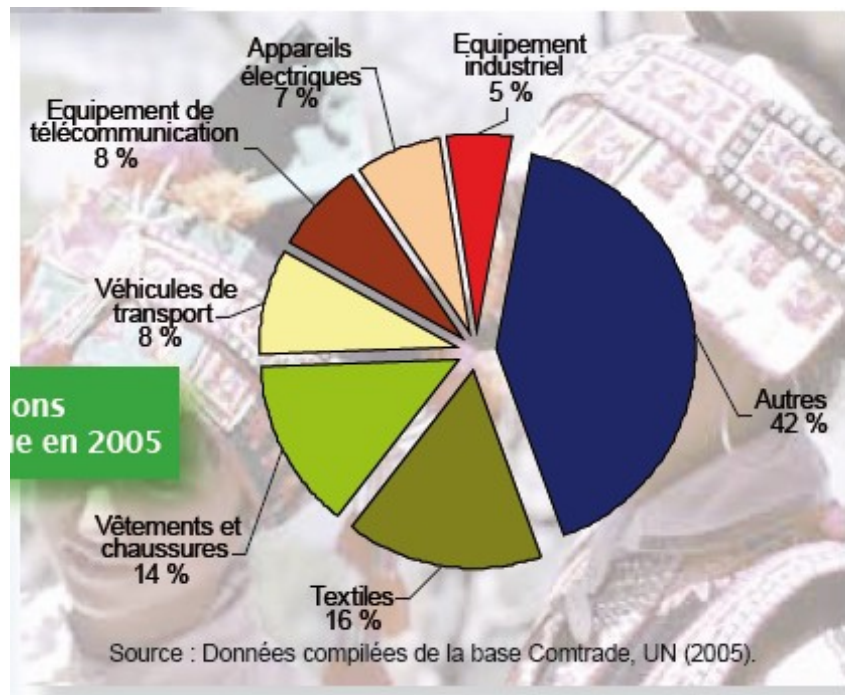
1. Augmenter l'aide chinoise aux pays africains et la doubler en 2009 par rapport à 2006.
2. Accorder des prêts préférentiels de trois milliards de dollars US et des crédits acheteurs préférentiels à l'exportation de deux milliards de dollars US aux pays africains au cours des trois prochaines années.
3. Créer un fonds de développement sino-africain dont le capital s'élèvera progressivement à cinq milliards de dollars US pour soutenir les entreprises chinoises et les encourager à investir en Afrique.
4. Donner son aide pour la construction du Centre de conférences de l'Union africaine afin de soutenir les pays africains dans leurs efforts pour accroître leur puissance à travers une unité accrue ainsi que le processus de leur intégration.
5. Annuler les dettes gouvernementales liées aux prêts sans intérêt arrivant à échéance à la fin de 2005 des pays pauvres très endettés et des pays les moins avancés africains ayant des relations diplomatiques avec la Chine.
6. Ouvrir davantage le marché chinois aux pays africains et porter, de 190 à plus de 440, le nombre des produits bénéficiant d'un tarif douanier zéro et en provenance des pays africains les moins avancés ayant des relations diplomatiques avec la Chine.
7. Créer, au cours des trois prochaines années, trois à cinq zones de coopération économique et commerciale dans des pays africains.
8. Former, au cours des trois prochaines années, 15 000 personnes, toutes catégories confondues, pour les pays africains, envoyer 100 ingénieurs agronomes supérieurs chinois, créer 10 centres-pilotes caractéristiques des techniques agricoles, construire 30 hôpitaux, offrir à titre gratuit 300 millions de yuans RMB pour lutter contre le paludisme, notamment pour l'achat de l'artémisinine et la création de 30 centres de prévention et de traitement du paludisme, envoyer 300 jeunes volontaires chinois, aider à créer 100 écoles rurales en Afrique et porter, avant 2009, de 2 000 à 4 000 le nombre des bourses accordées par an par le gouvernement chinois aux étudiants africains.

#### **ANNEXE V: Principales importations chinoises de l'Afrique (2005)**

**Graphique 2. Principales importations chinoises en provenance d'Afrique en 2005**

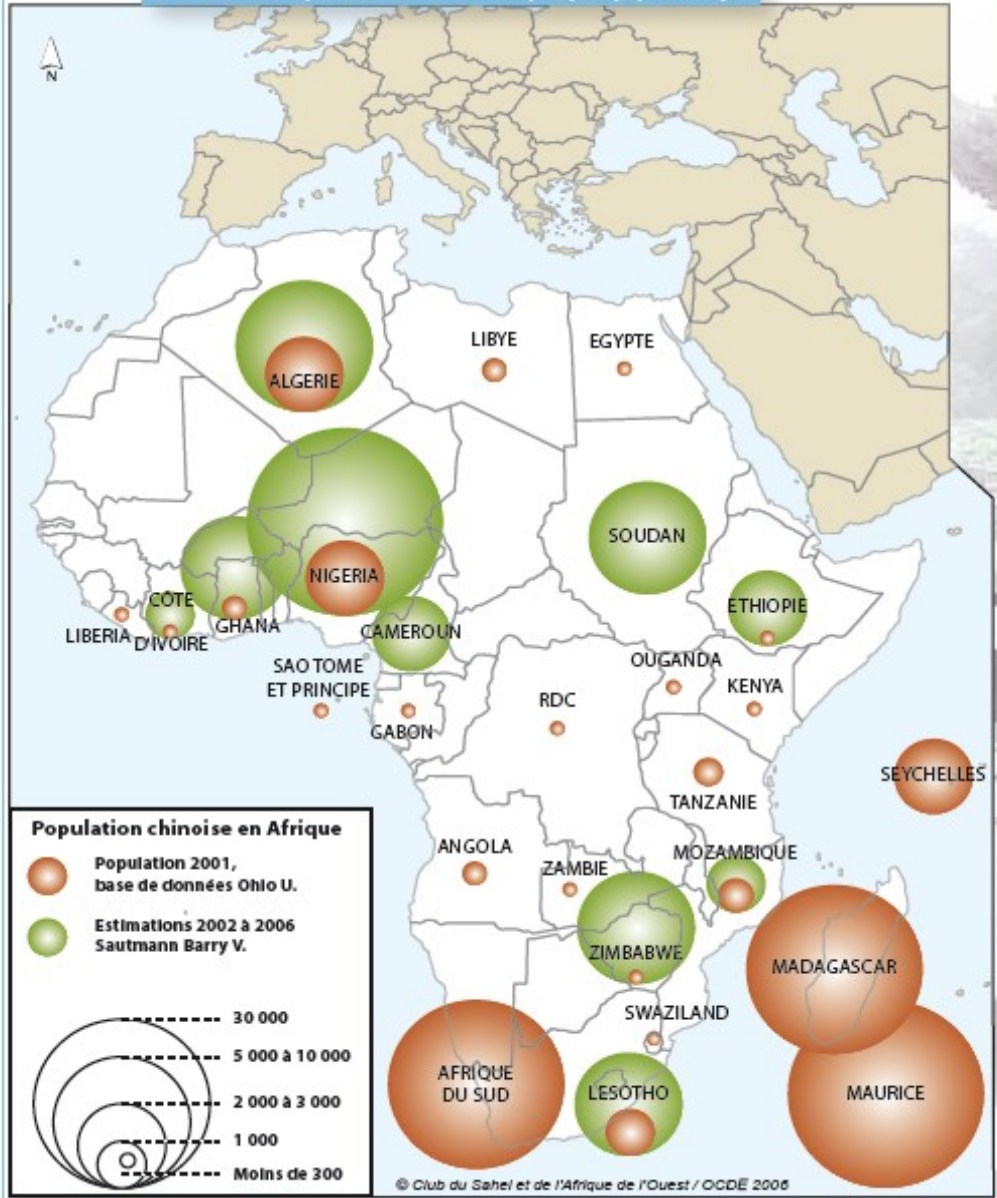


**ANNEXE VI: Principales exportations chinoises en Afrique (2005)**



**ANNEXE VII: Population chinoise dans quelques pays d'Afrique**

▼ Carte 4. Population chinoise dans quelques pays d'Afrique



## **BIBLIOGRAPHIE**

### **OUVRAGES EN FRANÇAIS**

- CHEN Yan, *L'éveil de la Chine : les bouleversements intellectuels après Mao 1976-2002*, Aube, 2003.
- DE LESTRANGE C, PAILLARD C.A, ZELENKO P, *Géopolitique du pétrole. Un nouveau marché, de nouveaux risques, de nouveaux mondes*, Editions Technip, 2005
- ELISSEEFF Danielle, *Histoire de la Chine*, Editions du Rocher, 2003.
- GAYE Adama, *Chine-Afrique le dragon et l'autruche : Essai d'analyse de l'évolution contrastée des relations sino-africaines : saint ou impie alliance du XXIe siècle*, Harmattan, 2006.
- KENNEDY Paul, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Editions Payot & Rivages, 2004.
- HERY Jennifer, *le Soudan entre pétrole et guerre civile*, Harmattan, 20003.
- LEMOINE Françoise, *L'économie chinoise*, La Découverte, 2003.
- MANDELBAUM J.H.Daniel, *La Victoire de la Chine : L'Occident piégé par la mondialisation*, Descartes & Cie, 2001.
- PICQUART Pierre, *L'Empire chinois: Mieux comprendre le futur n°1 mondial - Histoire et actualité de la diaspora chinoise*, Favre 2004.
- VAIRON Lionel, *Défis chinois, introduction à une géopolitique de la Chine*, Ellipses 2006.
- Livre blanc du gouvernement chinois, *La voie de développement pacifique de la Chine* décembre 2005, 32p.

### **OUVRAGES EN ANGLAIS**

- DREYER June Teufel, *China's Political System* Macmillan 2000.
- GENTELLE Pierre, *Chine et "diaspora"* Ellipses Marketing 2000.
- LAMPTON David M., *the Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform, 1978-2000*, Stanford University Press 2001.
- SHENKAR O. Wharton, *The Chinese Century* School Publ. 2005.
- ZHENG Yongnian, *Discovering Chinese Nationalism in China: Modernization, Identity and International Relations* », Cambridge University Press, 1999.

## **ARTICLES EN FRANÇAIS**

- AMAIZO Yves Ekoué, «Pour une nouvelle coopération Afrique-Chine : des erreurs à ne plus reproduire» [www.afrology.com/eco/amazoi\\_chinafric.html](http://www.afrology.com/eco/amazoi_chinafric.html), avril 2006.
- ANGEL Ubide, «La Chine à la conquête de l'Afrique», *telos-eu.com*, décembre 2006.
- BRAUD Pierre Antoine, «Anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise», *Analysis*, octobre 2005.
- CROS Marie-France, «Le nouvel ordre chinois en Afrique », la *Conscience*, avril 2006.
- CHOUALA Yves Alexandre «L'Afrique dans le nouveau partenariat international Enjeux de civilisation et de puissance», *Revue Études internationales*, volume XXXIV, no 1, mars 2003.
- DE SAINT-PAUL Marc Aicardi, [«La Chine et l'Afrique, entre engagement et intérêt»](#), *Géopolitique africaine*, n° 14, Paris, printemps 2004.
- DELAPORTE Renaud, «la Chine a lancé une OPA amicale sur l'Afrique», *Agora Vox* novembre 2006.
- JIANG Chung-lian, «la Chine, le Pétrole et l'Afrique», [www.geopolitis.net](http://www.geopolitis.net), novembre 2004.
- KERDOUDI Jawad, «Sommet sino-africain, quels enjeux?», [www.menara.ma](http://www.menara.ma), décembre 2006.
- LAFARGUE F, «La Chine et l'Afrique : un mariage de raison», *Diplomatie*, septembre-octobre 2005.
- MEVEL J. J, «la Chine tisse sa toile sur le continent africain», *Figaro*, 12-01-2006.
- NIQUET Valérie, «La stratégie africaine de la Chine», *Politique étrangère* 2006.
- SERVANT Jean-Christophe, «La Chine à l'assaut du marché africain», *Le Monde diplomatique* Mai 2005.
- THOMPSON J.Fisher, «La Chine ne constitue pas une menace pour les Etats-Unis», [www.uspolicy.be](http://www.uspolicy.be), juillet 2006.

## **ARTICLES EN ANGLAIS**

- THOMSON Drew, [«Economic growth and soft power: China's Africa strategy»](#), *China Brief*, Université de Pennsylvanie, 7 décembre 2004.
- «Sino-African Cooperation to Rise to New High», *Quotidien du Peuple*, Pékin, 10/3/2000.

## **DISCOURS-INTERVIEWS ET ENTRETIENS**

-Entretien avec M Lionel VAIRON, directeur du séminaire «Géopolitique de la Chine » au Collège Interarmées de Défense, sinologue, Paris 12 février 2007.

-J. CHIRAC, *Discours prononcé à la XIXe Conférence des chefs d'État de France et d'Afrique*, Ouagadougou, Paris, Productions 108, 5 décembre 1996, pp. 10-11.

-Louis Michel Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire, «*Il est temps de remettre l'Afrique au centre de la politique extérieure européenne* », Conférence publique sur la Stratégie Afrique, Berlin, le 28 novembre 2006.

-BOUTEFLIKA A. A Interview donné au journal *Mouredia*, [www.el-mouredia.dz](http://www.el-mouredia.dz), novembre 2006.

-Rapport Amnesty International, «*The Human Price of Oil* », Mai 2001.

-Niquet V, Interview donné au journal *Expansion*, 1<sup>o</sup> décembre 2006.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b><u>I.FONDEMENTS ET MANIFESTATIONS DE LA POLITIQUE CHINOISE.....</u></b>	<b>10</b>
<b><u>11. Les fondements de la politique africaine chinoise .....</u></b>	<b>11</b>
111. La légitimité historique comme principe fondateur.....	11
1111. La conférence de Bandung : les retrouvailles sino-africaines.....	11
1112. La décolonisation, ferment de la solidarité militante.....	12
112. L'héritage idéologique de la guerre froide.....	13
1121. La rivalité sino-soviétique .....	13
1122. L'appui aux mouvements de libération.....	14
113. La neutralité et la non-ingérence .....	14
1131. Le recyclage des principes diplomatiques.....	15
1132. La définition d'un nouveau cadre de partenariat.....	15
<b><u>12. Les manifestations de la politique africaine de la Chine.....</u></b>	<b>17</b>
121. La mise en place des structures politiques.....	17
1211. Les visites d'état : signes du renouveau diplomatique .....	18
1212. Les espaces de dialogue : le Forum sur la coopération sino-africaine...	19
122 : La diplomatie économique et commerciale.....	20
1221. La diplomatie pétrolière : le cœur de la stratégie chinoise.....	21
1222. La promotion d'un modèle chinois : une nouvelle logique de l'aide .....	24
1223. La structuration de l'environnement des affaires.....	26
123 : La coopération bilatérale ou multilatérale.....	28
1231. La coopération militaire sino-africaine.....	28
1232. Les échanges socioculturels.....	30
1233. La présence militaire sous mandat de l'ONU.....	31
<b><u>II. PERSPECTIVES SINO-AFRICAINES.....</u></b>	<b>33</b>
<b><u>21. Les impacts politico-économiques.....</u></b>	<b>35</b>
211. Les menaces sur l'Etat démocratique et l'intégration politique .....	36
2111. Le bouclier chinois ou la promotion de la mal gouvernance.....	36
2112. La dissociation du couple économie-politique .....	38

2113. Vers le retour du nationalisme.....	39
2124. La fidélisation du vote africain à l'ONU.....	39
212. Les perspectives économiques : opportunités ou périls ?.....	41
2121. les opportunités économiques.....	41
21211. Si le développement venait de l'Orient ?.....	41
21212. Le commerce chinois facteur de croissance.....	42
22213. Une aide publique variée et un partenariat moteur du développement.	
2122. Les périls économiques de la présence chinoise.....	43
21221. L'absence d'un cadre structuré de développement.....	44
21222. La persistance de la détérioration des termes de l'échange.....	45
21223. Un partenariat non générateur de richesse.....	46
<b>22. Quel avenir pour la paix et la sécurité en Afrique .....</b>	<b>47</b>
221. Le poker pétrolier : facteur de déstabilisation.....	47
2211. Une présence de plus en plus ouverte dans les zones de conflit.....	47
2212. Vers une sécurisation militaire directe des investissements pétroliers ?.....	49
222. Vers une relance des rivalités entre grandes puissances.....	50
2221. Le partenariat face aux intérêts des Etats-Unis.....	50
2222. Quelles réactions attendre de la France et de l'UE ? .....	52
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>56</b>
<b>TABLES DES ANNEXES.....</b>	<b>59</b>
Annexe1 : Prévision de la dépendance pétrolière à l'horizon 2030.....	60
Annexe 2 : Appui de la Chine aux mouvements insurrectionnels.....	61
Annexe 3 : Principales visites officielles chinoises en Afrique 1963/2006... ..	62
Annexe 4: Extraits des résolutions du sommet sino-africain de novembre 2006	63
Annexe 5 : Principales importations chinoises de l'Afrique(2005).....	64
Annexe 6 : Principales exportations chinoises en Afrique(2005).....	64
Annexe 7 : Population chinoise dans quelques pays d'Afrique.....	65
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>66</b>
<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>69</b>



